

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 15 MAI 1969
N° 411. 1,50 F



**Pour
le socialisme**



Sommaire

Politique intérieure	Luttes internationales
4. Exclusions au P.C.F. Victor Fay	12-13 Italie : où est le Palais d'Hiver ? Bruno Crimi
5. Les lycéens contre le fascisme Michèle Descolonnes	14. Espagne : l'opposition socialiste se durcit Marc Echeverry
Election présidentielle	15. Vietnam : un génocide différé Francis Kahn
6. Pouvoir ouvrier ou Poher populaire Lucien Saintonge	16. Angleterre : les impasses du réformisme Pierre Gautier
8. Les comités Mai 69 Marc Heurgon	Vie culturelle
9. Les meetings du parti	17. Livres : La voix contre les colonels grecs André Laude
10-11. La conférence de presse de Michel Rocard	Les sept jours de Prague Christian Guerche
Luttes ouvrières	La Quatrième Internationale Jean-Marie Vincent
7. A patronat de choc, travailleurs de combat Michel Cambuis	18. Théâtre : Du pain et des jeux Dominique Nores
Vie économique	19. Cinéma : La Honte Jean-Paul Fargier
20. Impérialisme et épilepsie Michel Breton	

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire du P.S.U.

Rédaction - Administration et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré
à 30.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Luttes étudiantes

UNEF Décentralisation

Jacqueline Giraud

Tandis que, le dimanche 3 mai, le Conseil National du P.S.U. faisait de Michel Rocard le candidat du socialisme, au Centre Universitaire Dauphine, les militants de l'UNEF se donnaient enfin les nouvelles structures dont ils n'avaient pas voulu en janvier à Marseille.

Ce besoin de restructuration, les dirigeants de l'UNEF l'avaient nettement ressenti lors des événements de mai et l'avaient déjà inscrit à l'ordre du jour des Assises de Grenoble, en juillet dernier. En effet, en période de montée des luttes, l'expérience de Mai avait montré l'inefficacité de l'ancienne organisation hiérarchisée en corps et A.G. Son défaut essentiel était de dissocier les structures de décision (des responsables élus par un système complexe à plusieurs degrés) des structures de mobilisation dans les « amphis ». Le but poursuivi était donc de faire coïncider ces deux types de structures, essentiellement en

supprimant ces structures intermédiaires sclérosantes que sont les conseils d'administration des corps et des A.G.

Discutée à Grenoble, cette modification des structures aurait dû être adoptée à Marseille. Elle ne rencontrait en effet qu'une opposition politique minoritaire : celle de l'U.E.C. et de l'A.J.S. que leur réformisme corporatiste conduit évidemment à refuser toute transformation en organisation de masses. Mais paradoxalement, à Marseille, c'est la tendance dite des « comités d'action » qui, par un blocage systématique, devait empêcher la transformation de voir le jour.

Depuis, ces militants ont tiré la leçon de la relative faiblesse du mouvement étudiant au deuxième trimestre. Ils ont pu constater que leur refus de poser les problèmes de l'organisation du mouvement étudiant a favorisé son émiettement et fait le jeu de la tendance réformiste de l'UNEF Renouveau.

Restait à définir son orientation. A cet égard le vote du rapport d'activité, adopté par 100 mandats contre 55 et 27 abstentions, était déjà significatif. Il marquait un double refus : celui de la politique de participation pratiquée par l'UNEF Renouveau, et celui de la pratique sectaire de certaines organisations pour qui l'Université est moins un terrain de lutte en soi qu'un lieu de recrutement pour leur propre compte.

Le premier refus est évidemment le plus important. L'Assemblée Générale de l'UNEF a montré qu'en dépit de ses succès électoraux, fondés sur une grande ambiguïté, l'UNEF Renouveau demeurait faible en militants. La grande majorité des délégués a confirmé son refus de participer à la réforme d'E. Faure et sa volonté d'engager la lutte sur les deux terrains où va se concrétiser cette réforme au troisième trimestre : les modalités de contrôle des connaissances et la définition des nouvelles Unités de Recherche et d'Enseignement. Reste à savoir, à l'Université comme dans les entreprises, dans quelle mesure la campagne pour les élections présidentielles peut provoquer, ou non, un blocage des mouvements de masses.

Quo qu'il en soit des luttes au troisième trimestre, l'UNEF est désormais renforcée par sa décentralisation, et dotée d'une Direction Politique qui a fait la preuve de son autorité en réussissant, le 11 mars, à constituer partout des cortèges UNEF, contre la volonté scissionniste de l'UNEF Renouveau, et sans l'appui des militants des groupuscules. Les leçons de Mai ont mis un an à porter leurs fruits. □

le nouveau BN de l'UNEF

Président d'honneur : Jacques Sauvageot.

Président : Luc Barret (Agro., Montpellier).

Secrétaire Général : Roger Barralis (Aix-Droit).

Trésorière : Marie-José Thomas (Montpellier-Lettres).

Vice-Présidents : M. Olivier (Sciences Po., Paris).

A. Rist (Mines, Saint-Etienne).
F. Peyronnet (Centrale, Lyon).
D. Ménétry (Sciences, Reims).
O. Hintermeyer (Tech. Sup., Paris).
J. Desideri (Sciences Po., Paris).
Y. Najdorff (Droit, Paris).
G. Petitjean (Lettres, Dijon).
P. Dorival (Sciences Po., Paris).

UN VRAI CLIVAGE

Aussi, cette fois, la bataille des statuts qui s'est déroulée le dimanche a-t-elle dessiné une ligne de partage nette entre les militants à vocation révolutionnaire et les réformistes. Sur les 210 mandats, seuls les 50 détenus par l'U.E.C. et les 5 de l'A.J.S. se sont portés contre la transformation des statuts. La majorité des deux tiers, nécessaire à son adoption, était donc très largement obtenue.

Désormais, donc, l'U.N.E.F. est une sorte de fédération de « comités d'action » constitués au niveau des U.E.R. ou des facultés (les structures de modulation) et coordonnés au niveau de la ville par une A.G. dont l'essentiel est élu par les délégués des comités. Un congrès annuel réunit tous les délégués des comités. Dans l'in-

tervalle, un collectif composé de deux délégués par ville se réunit, toutes les six semaines environ, pour contrôler l'activité du Bureau National, décider de l'adhésion de nouveaux comités, définir les thèmes des grandes campagnes, etc.

En même temps, la direction de l'UNEF souhaite redonner vie aux « offices », fédérations nationales par discipline. Dans l'immédiat elle envisage déjà de réunir l'« office » de sociologie pour décider de l'action à mener contre la suppression du premier cycle de sociologie décidée par décret en avril.

QUELLE BATAILLE

Ainsi transformée, l'UNEF devient un instrument à la fois plus efficace et plus démocratique susceptible de jouer à plein son rôle de mouvement de masses.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Cérémonie secrète

Hier, aujourd'hui, demain

Manuel Bridier

La confusion n'est qu'apparente, superficielle, de ces multiples candidatures à la présidence de la République. Du côté de la gauche, la ligne de partage s'est dessinée, au mois de mai 68, entre ceux qui veulent changer le régime à la base, dans ses structures sociales et économiques, et ceux qui renoncent à l'entreprise pour ne songer qu'à des réformes de détail à l'intérieur du système. Du côté de la droite, les hésitations d'aujourd'hui ne font que répéter celles d'hier : rien n'a changé, que le départ d'un seul homme, plus que jamais un homme seul.

Déjà la crise de novembre avait dévoilé le dessein réel de la bourgeoisie. Déjà, pour les dirigeants du capitalisme, il s'agissait de savoir comment survivre à de Gaulle, comment s'en débarrasser tout en sauvant l'essentiel, c'est-à-dire le pouvoir des trusts, et même, si l'on pouvait, tout en esquissant quelques pas de plus vers la maison-mère de l'impérialisme international, en accélérant le réalignement sur la politique de Washington, déjà commencé sous le règne même du général.

Aujourd'hui encore, il ne s'agit pas d'autre chose. Le « changement dans la continuité » n'est pas seulement un slogan électoral habile, c'est l'expression la plus claire de la stratégie capitaliste en France : changer l'apparence, les modalités politiques, mais continuer le pillage au profit des grandes entreprises et des établissements financiers.

C'est là ce que Pompidou voudrait incarner. Instruit par son maître même en l'art de l'ingratitudo, il mêle un fumet de combinazione à la plus bourgeoise des successions, la réputation d'un usurpateur à celle d'un héritier. Pourtant, malgré ses efforts et ses relations, il n'est pas seul, tant s'en faut, à représenter le capitalisme. Premier ministre de Mai et des accords de Grenelle, ses talents suscitent quelques réserves aux yeux des princes qui nous mènent, ceux des banques et des entreprises.

Moins compromis sous de Gaulle, plus européen, plus parlementaire, le président par intérim se présente comme un démocrate, un bon papa libéral après l'aïeul abusif. Mais en quoi sa politique serait-elle différente ? En quoi les problèmes économiques, les conflits sociaux seraient-ils changés ?

Poher ou Pompidou, ce n'est pas un choix : c'est l'histoire de France en bande dessinée. Par-delà les conflits d'équipe, il s'agit finalement d'une même politique : celle qu'imposeront demain les contraintes économiques et non les « idées » des politiciens.

Plus autoritaire, Pompidou ? Sans doute. Mais il cherchera, lui aussi, à faire le bon apôtre. Et s'il doit enfin mettre bas le masque, ce sera parce que la crise générale du capitalisme européen, l'aggravation de la concurrence internationale ne permettent pas aux patrons de payer le prix d'une paix sociale.

Plus démocrate, Poher ? Peut-être. Mais il faudra, lui aussi, qu'il fasse marcher la machine — et comme il n'est pas question qu'il en change le mécanisme, encore moins la destination, comme le profit des patrons en restera le moteur, les mêmes moyens seront nécessaires pour faire accepter les mêmes mesures.

Est-il besoin de le dire : le candidat de la S.F.I.O. ne ferait pas autre chose, non seulement parce que Defferre lui-même est le symbole vivant de la social-démocratie la plus à droite, non seulement parce qu'il a fait ses preuves comme ministre de la répression coloniale au service du capitalisme, non seulement parce qu'il est, plus que tout autre encore, un homme des Américains, mais aussi, mais surtout, parce que lui non plus ne sortirait pas du système, parce que les lois du marché resteraient toutes-puissantes et qu'il n'y a pas, qu'il ne peut pas y avoir de domaine commun, entre le profit des capitalistes et les besoins du grand nombre.

Les élections présidentielles sont un jeu de dupes : il ne s'agit pas vraiment de choisir entre deux voies mais d'arbitrer les ambitions personnelles à l'intérieur d'un seul camp.

Pour qu'il y ait un choix, il faudrait offrir une solution différente, opposer aux variantes de l'exploitation capitaliste une économie planifiée sous le contrôle des travailleurs, libérée de la tutelle des patrons et de leurs intérêts. Certes, il ne suffirait pas d'un socialiste à l'Elysée pour que la révolution soit faite. Du moins, une telle candidature pourrait-elle cristalliser toutes les forces latentes de ceux qui espèrent un changement réel et qui n'osent plus l'espérer. C'est sur cette base que l'union des forces de gauche aurait une signification positive, répondant aux aspirations profondes des travailleurs qui sont les des combinaisons électorales sans lendemain, mais qui appellent de tous leurs vœux l'union véritable, utile, victorieuse, sur de nouvelles bases et pour de nouvelles solutions.

Qu'une telle union soit la condition du socialisme, la condition de la victoire commune, le seul bon sens en témoigne. Qu'elle soit impossible pour l'instant, il suffit d'entendre Georges Marchais pour en être convaincu.

A travers la véritable haine du mouvement de Mai que trahit chacun de ses discours, le

secrétaire à l'organisation du P.C.F. donne une image fidèle d'un certain socialisme bureaucratique, autoritaire, centralisateur, dont il faut bien dire qu'il est aujourd'hui l'allié objectif de la réaction, le plus puissant repoussoir de la révolution socialiste.

Le socialisme ne s'imposera pour l'ensemble des travailleurs qu'en brisant avec cette image : alors seulement l'unité des forces populaires pourra devenir effective et prometteuse de succès.

Cela suppose, avant tout, le respect des partenaires, la reconnaissance de leur autonomie et de leur diversité — que le P.C.F. admet en paroles mais nie chaque jour dans les faits. Cela suppose la transformation du rapport des forces à l'intérieur de la gauche — non point à la manière où l'entendent les rassembleurs de « gauche non communiste », pour tempérer le P.C.F., pour le faire pencher encore plus à droite — mais en développant le courant socialiste de Mai, le courant de la démocratie et de l'autogestion, pour éloigner le spectre de la bureaucratie, pour hâter la marche en avant et non pour la retarder.

La gauche en morceaux, tout juste bonne à choisir entre ses ennemis, est aujourd'hui au plus bas. Il s'agit maintenant de la reconstruire et pour cela, d'abord, de renforcer en son sein le courant de Mai — non seulement de porter témoignage en son nom, comme d'autres pourront le faire, mais de l'étendre — au-delà de son cercle actuel — à toutes les couches prolétarisées de la population, de lui donner audience et crédibilité plus larges, de l'implanter effectivement dans les régions, les localités, les entreprises.

Quels que soient demain les résultats de la course à l'Elysée, les batailles décisives se joueront sur le plan des réalités sociales et leur issue dépendra de la gauche elle-même, de sa capacité à concevoir, à faire comprendre, accepter et réaliser un projet socialiste neuf, héritier d'une longue tradition révolutionnaire, mais enrichi des expériences nouvelles, fondé sur la connaissance des réalités contemporaines, adapté aux conditions de notre pays et de notre temps.

Par-delà les faux choix d'aujourd'hui entre les hommes d'hier, apporter son soutien à notre parti en votant pour son candidat, Michel Rocard, contribuer ainsi à son expansion, confirmer ainsi sa représentativité, renforcer ses moyens d'action et de persuasion, c'est préparer les conditions d'un renouveau de la gauche, c'est répondre dès aujourd'hui aux vrais problèmes de demain. □



Exclusions au P.C.F.

Victor Fay

En pleine recherche « d'un programme et d'un candidat communs de toutes les forces se réclamant du socialisme », le Parti communiste français vient d'exclure Paul Noirot, rédacteur en chef de la revue « Politique aujourd'hui » et de dissoudre la cellule dont il faisait partie, et qui a refusé de le condamner. Il a été exclu parce qu'il a, « par son vote, participé à repousser la résolution » qui le condamnait... Paul Noirot a adhéré au PCF sous l'occupation nazie ; arrêté, il a été déporté à Buchenwald. Il a eu tort de prendre au sérieux les intentions d'ouverture et de dialogue affichées par la direction du parti.

Le premier numéro de la revue a paru en janvier 1969. Son noyau formateur, composé en nombre égal de communistes et de non-communistes, provenait du Comité de rédaction de « Démocratie nouvelle », revue dirigée par Jacques Duclos et qui a dû suspendre sa publication pour avoir fait, sur les événements de mai-juin en France et sur ceux de Tchécoslovaquie, des analyses jugées hétérodoxes par la direction du parti.

Ce noyau originel s'est considérablement élargi jusqu'à former un Comité de rédaction d'une quarantaine de membres, où les communistes sont un peu moins de la moitié et où la plupart des courants de la pensée socialiste française sont représentés. Appuyé par quelque 220 intellectuels de toutes disciplines, ce groupe a proclamé sa volonté de traiter librement de toutes les questions essentielles, de confronter de maniè-

re aussi créatrice que possible positions et analyses, sans se substituer en aucune façon aux organisations existantes.

D'abord l'intimidation

Avant même que la revue ne paraisse, elle a été vivement attaquée dans « l'Humanité » par Jacques Chambaz, membre du Comité Central. Cette attaque visait à intimider les communistes qui participaient ou donnaient leur soutien à l'entreprise, et à la faire échouer. La tentative d'intimidation ayant eu peu d'effet (3 abandons sur environ 80 engagements), le Bureau Politique a excommunié la revue, en refusant tout dialogue qui ne serait pas engagé par les représentants désignés par les partis, autrement dit en interdisant toute discussion sur les problèmes qui n'ont pas été débattus et résolus auparavant par les directions des partis.

Le Bureau Politique a qualifié de « déviationnistes de droite » les participants à la revue, ce qui a fait reculer devant la menace des sanctions encore une dizaine de militants. Mais la très grande majorité a tenu bon, en affirmant qu'elle ne violait ni les statuts ni les décisions des congrès, qu'elle exprimait au contraire les aspirations de nombreux militants qui ressentaient l'impérieux besoin de participer à la recherche, à la réflexion et au dialogue, et qui croyaient indispensable de poursuivre cette entreprise.

C'est alors qu'a été déclenchée la chasse aux insoumis. Toutes les cellules, comptant un membre du

Comité de rédaction ou un signataire de l'appel, ont été saisies par les instances supérieures, qui leur ont demandé de condamner la revue et d'exiger son désaveu ou son abandon par les communistes qui l'avaient soutenue, sous menace de sanctions disciplinaires. Ce faisant, la direction a sous-estimé le changement intervenu dans l'état d'esprit des militants. Ceux-ci ne sont plus disposés à entériner les yeux fermés les ordres venus d'en haut ; ils répugnent à des condamnations dont le bien-fondé leur paraît contestable et à des sanctions dont ils redoutent le caractère injuste.

Il a fallu quatre mois pour que la plupart de ces cellules s'inclinent de mauvaise grâce, certaines d'entre elles, malgré les pressions exercées, se prononçant contre les exigences du Bureau Politique. C'est ainsi qu'après les discussions prolongées, menées par le secrétaire fédéral de Paris, membre du Comité Central, Henri Fizbin, la cellule locale de la Butte-aux-Cailles du 13^e arrondissement, dont fait partie Paul Noirot, a refusé, par 20 voix contre 13, de condamner « Politique aujourd'hui » et son rédacteur en chef. C'est ainsi que dix cellules comptant un membre de la rédaction de la revue ont refusé d'appliquer les consignes impératives du Bureau Politique. Osera-t-on les dissoudre comme on a dissous, sans autre forme de procès, la cellule de la Butte-aux-Cailles ?

Exclusions en cascade

L'affaire de « Politique aujourd'hui » a eu pour conséquence l'exclusion de six membres du Comité de rédaction (Roger Dosse, Jean-Pierre Lecointre, Paul Noirot, Madeleine Reberioux, Paul Rozenberg, Monique Vial). De nombreux signataires de l'appel sont l'objet de procédures disciplinaires, une dizaine d'entre eux ont été blâmés, deux autres ont été exclus. La direction de la section des Lilas a été remplacée parce qu'elle n'a pas voulu sanctionner Guy Perrimond, secrétaire général de la revue ; c'est à la suite de ce coup de force que ce dernier a été « suspendu » par la nouvelle direction de la section.

En cette période où se posent avec acuité les problèmes du mouvement ouvrier français, de ses programme et structure, de ses méthodes et stratégies, l'affaire de « Politique aujourd'hui » revêt une importance particulière. Comment peut-on prendre au sérieux

les garanties que le PCF offre à ses alliés éventuels, celles notamment de préserver la démocratie pendant toute la période de transition au socialisme, alors qu'il ne respecte pas sa propre légalité et viole les droits d'expression de ses adhérents, inscrits dans ses statuts ?

En frappant par des mesures disciplinaires les militants qui ont exprimé leur désaccord, la direction du PCF apporte de nouveaux arguments en faveur de la politique anti-unitaire de Guy Mollet. Déjà, l'invasion de la Tchécoslovaquie a servi de prétexte à la SFIO pour rompre l'alliance électorale avec le PCF, qu'elle ne jugeait plus payante. Les exclusions prononcées par le PCF ne font qu'augmenter l'isolement de ce parti.

Le courant conservateur se renforce

Quelle différence avec le PC italien, qui a admis le dialogue entre ses militants et les représentants des autres courants socialistes, qui a soutenu le mouvement d'ouvriers et d'étudiants révolutionnaires et qui, tout en menant une politique ambiguë, a su ne pas se couper de l'avant-garde !

En revanche, les dirigeants du PCF se sont efforcés de freiner le puissant mouvement de mai-juin, n'ont désavoué que du bout des lèvres l'invasion de la Tchécoslovaquie et ont tout fait pour maintenir les « liens de solidarité fraternelle » avec l'URSS. A la suite de quoi, leur parti a subi des échecs sur les deux flancs : à sa gauche, où se forme et affirme sa présence une nouvelle extrême gauche ; à sa droite, où la SFIO, sautant sur l'occasion, revient à ses combinaisons centristes.

Alors qu'un vent de plus en plus froid souffle sur l'Europe de l'Est, les stalinien conservateurs lèvent la tête en France, et, tout en poursuivant une politique réformiste, cherchent à rétablir la discipline de fer et à s'emparer de la direction du parti. C'est à eux et à leurs supporters soviétiques que Waldeck Rochet donne des gages en persécutant les partisans de la démocratisation du parti et du mouvement ouvrier français et international. Car, sans une confrontation constante et sincère des points de vue, l'unité dans la diversité, la seule possible, n'est pas réalisable. Par sa politique d'intolérance, le Bureau Politique du PCF renforce le courant conservateur au sein du parti et le courant anticomuniste en dehors du parti. □

Les lycéens contre le fascisme

Michèle Descolonges

C'est au nom de la liberté d'expression que cinq jeunes gens, qui en frappant scandalisaient « Occident », ont laissé un militant P.S.U. du XIII^e arrondissement à Paris, inanimé. Motif : il déchirait les affiches annonçant le meeting « Un an de gauchisme c'est trop ».

Liberté d'expression réclamée par Pierre Sidos (fondateur d'Occident) qui devait parler au lycée Gabriel-Fauré, à Paris.

Liberté d'expression bafouée (le rassemblement des étudiants pour la participation (gaulliste) s'élève contre la décision du doyen qui « fait fi des libertés politiques et syndicales définies par la loi d'orientation ») dit-on parce que le meeting prévu à la faculté de Droit a été interdit, et cette même faculté fermée. Mais pour s'exprimer tous les moyens peuvent être employés semble-t-il : les lycéens de Louis-le-Grand en ont fait l'expérience.

Les fascistes voulant distribuer des tracts annonçant le meeting ont envahi le lycée. Curieux distributeurs : casqués et matraques en mains. Certes les tracts ont été jetés à travers le lycée, mais la liberté d'expression n'est vraiment qu'un prétexte.

En fait il s'agit pour Occident de « casser du gauchiste ». Les attentats gratuits se multiplient : le 21 avril une bagarre a éclaté devant le lycée Turgot. Certains militants d'extrême droite étaient casqués et armés de matraques. A Strasbourg, l'internat du lycée technique a été saccagé.

Bien que ce genre d'attentats ait jalonné toute l'année scolaire, il est indiscutable qu'ils connaissent une recrudescence, et la réunion de l'U.J.P. de Strasbourg n'y est pas pour rien. R. Grossmann, le président de cette organisation, y a déclaré : « Nous sommes décidés à combattre désormais ces notables que les jeunes ne veulent plus suivre. Nous sommes déterminés à marquer notre position. Il faudra compter avec nous à tous les niveaux et sur tous les plans. Nous mettrons sur pied un appareil de cadres aux conceptions différentes de celles des notables actuellement en place, et qui soumettront à tout moment les propositions concrètes que les circonstances motiveront. »

Quand on sait que le mouvement « Occident » dissois — se réunit librement dans un café du Quartier Latin, que Pierre Sirlos a pignon sur rue dans le XIII^e arrondissement

et que l'U.J.P. a besoin de cadres, on ne s'étonne plus que la police — pourtant présente et qui avait pourtant pénétré quelques jours avant au lycée Louis-le-Grand pour vider les « gauchistes » qui tenaient un meeting — ait laissé pénétrer un groupe de plus de 50 personnes manifestement armées d'intentions belliqueuses.

COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL

A Paris, la violence n'a pas éclaté le 1^{er} Mai, mais le 2 Mai au Lycée Louis-le-Grand : un commando fasciste a attaqué à la grenade des lycéens et en a blessé une dizaine, dont deux très gravement. Le P.S.U. n'admettra pas que la campagne présidentielle serve de prétexte à l'inertie et à la passivité contre les troupes dont M. Pompidou sera peut-être amené un jour à se servir. Il demande aux lycéens, aux étudiants, aux enseignants de se réunir sur leur lieu de travail pour examiner la situation politique réelle et prendre toutes dispositions pour assurer en tout état de cause :

- la libre expression politique des lycéens dans leurs établissements ;
- la liberté réelle de l'enseignement et de la discussion dans les lycées ;
- l'organisation d'une auto-défense contre toute forme d'attaque extérieure.

Pour leur part, les lycéens du P.S.U. participeront activement à la riposte des C.A.L. contre la violence fasciste. Le P.S.U. demande à l'ensemble des forces socialistes de soutenir ces actions qui importent essentiellement à l'avenir politique et social du pays.

Le 3 mai 1969.

Le soir du référendum, pour la police, il y avait les bons et les mauvais manifestants, sur les Champs-Elysées, aux bons militants d'extrême droite on demandait de se disperser, et au Quartier Latin les méchants étudiants, lycéens et étrangers se faisaient matraquer.

Si l'on se souvient encore de l'attentat dont ont été victimes trois typos de l'imprimerie Moriamé (ils plaisantaient des colleurs d'affiches gaullistes). Bilan : une fracture du crâne, un œil arraché par un chien policier. On a peur de trop bien comprendre ceux qui crient au provocateur quand le bureau national du P.S.U. demande aux lycéens, aux étudiants, aux enseignants, de se réunir sur leurs lieux de travail

pour examiner la situation politique réelle et prendre toutes dispositions pour assurer en tout état de cause : la libre expression politique des lycéens dans leurs établissements, la liberté réelle de l'enseignement et de la discussion dans les lycées, l'organisation d'une auto-défense contre toute forme d'attaque extérieure. »

Que les C.D.R. « appellent tous les comités à intensifier leur organisation et à rester vigilants », du « Figaro » à « L'Humanité » nul ne le relève, mais le communiqué de son bureau national vaut au P.S.U. un article entier dans le « Figaro », tandis que dans « L'Humanité » : « On jugera d'autant plus sévèrement le provocateur communiqué du P.S.U. appelant les lycéens et les enseignants à organiser « l'auto-défense ». Non content de jouer le rôle que l'on sait, la direction du P.S.U. encourage les provocations et les troubles dans les établissements. Provoquer et troubler que ne démontre pas l'extrême droite (...) » Cela nous amène au titre de « Paris-Presse », qui inventait le mot « droitiste ». Il y a aussi des maladies de jeunesse : elles fleurissent à droite ou à gauche mais sont en tout cas de même nature, dit la bourgeoisie !

Faut-il donc crier et crier encore : la paix s'il vous plaît, M. Nixon la paix s'il vous plaît monsieur le ministre, retenez vos C.D.R., retenez vos jeunes ! Ou vaut-il mieux appeler les lycéens comme le fait l'Uncal (communiste) « à renforcer leur unité autour de leur organisation syndicale ».

On a vu ce que cela a donné en mai 68 : laissez moi m'occuper de vos affaires, a dit le P.C.F., et les gens se sont endormis, et le P.C.F. n'a rien fait bouger.

La peste et le choléra ? Ce sont l'échine courbée et l'amolissement des luttes. Et en effet, entre les deux, nous refusons de choisir.

L'U.N.E.F. constitue déjà ses groupes d'auto-défense. Spontanément les C.A.L. dont la liaison avec les enseignants se fait mal, ont commencé à s'organiser en vue de prévenir les attaques fascistes.

Pour le moment ils préparent leur conférence nationale qui se tiendra les 24, 25 et 26 mai à Orléans. Outre le constat de l'incapacité du bureau « Rouge » à faire des C.A.L. un mouvement de masse, les lycéens devront poser les problèmes :

- de la nature et du milieu lycéen (1) ;
- du rôle et de la nature des C.A.L. ;
- des perspectives et de l'organisation.

Faute de voir clairement les rapports entre le lycée et l'Etat, les C.A.L. ne pourront pas dépasser « le spontanéisme », car aucune organisation luttant contre le capitalisme, ne peut lutter efficacement si elle repose sur des bases fausses.

Lier les luttes, organiser la riposte à l'Etat bourgeois et policier, tel est aujourd'hui le mot d'ordre juste.

(1) Un texte réalisé par le collectif lycéen peut être demandé au C.C.N.S., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

Pour comprendre l'importance de la campagne présidentielle

lisez
le P.S.U.
et l'avenir socialiste
de la France

par

Michel Rocard

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandez à "Tribune Socialiste"
54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e
C. C. P. 58 26 65 - Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes

Pouvoir ouvrier ou Poher populaire

Lucien Saintonge

Les sondages nous apprennent ces jours-ci que Poher, pour le moment, part gagnant dans le prix du Président de la République. Le cheval de retour serait donc le cheval gagnant, et déjà Lecanuet s'apprête à toucher le tiercé dans l'ordre...

On a donc enfin rencontré des centristes heureux. C'est qu'en effet la conjoncture est bonne pour eux.

Un vote utile ?

La bourgeoisie de ce pays, après des années de grandeur, de grandiloquence et de politique, souhaite désormais être rassurée : il lui faut de la rondeur, de la quiétude, de la tranquillité. Apparaît Poher... Il est rond, gentil, patelin. Patelin, mais ferme : regardez comme il a mouché Michel Debré ! Regardez comme il a mis les choses au point à la télévision ! Et puis ce Poher il n'est pas dangereux : une fois qu'il sera à l'Elysée, on pourra tranquillement et enfin sérieusement parler des alliances...

Ce qui est grave, c'est que beaucoup d'électeurs de gauche font le même raisonnement. Un sondage récent révèle que le quart des électeurs habituels du parti communiste et plus du tiers des

électeurs de la gauche non communiste envisagent de voter Poher dès le premier tour de scrutin. On voit là encore le calcul : le danger principal étant Pompidou, il conviendrait surtout de l'éliminer, et pour cela le seul vote utile serait celui de Poher, donc voter Poher équivaudrait à voter utile, ce qui conduirait de surcroit à faire ce choix dès le premier tour.

Il convient de dénoncer avec force ce raisonnement et ce choix. Poher n'est pas, sur le fond, différent de Pompidou. Sur certains aspects, on peut même se demander s'il ne serait pas pire que Pompidou. Et de toute façon il ne faut pas confondre l'orientation profonde que doit traduire le premier tour avec le choix tactique frelaté qu'impliquerait un éventuel second tour Poher-Pompidou.

Poher go home !

Qui est Poher ? Un M.R.P. de vieille date, membre de la commission exécutive de ce parti, ancien ministre de Robert Schuman et du père Queuille, un sénateur, un adepte de toujours de la troisième force, un atlantiste, un « européen » à la mode démocratie-chrétienne, capitaliste, supranationale et américaine. Choisir dès le

premier tour de voter pour Poher, cela voudrait donc dire voter pour l'impérialisme américain et pour soutenir Michelin et Bercot. Serait-il donc raisonnable de faire un tel choix simplement pour s'opposer à Pompidou ?



A.D.N.P.

Non, l'affaire Pompidou-Poher concerne la droite et ne concerne que la droite. C'est une affaire de famille. Peu importe dès lors les conflits et les rivalités entre néo et archéo-capitalisme, entre « patrons sociaux » et patrons de choc. Laissons-les régler leurs problèmes.

mes. Les intérêts principaux des uns comme des autres sont fondamentalement opposés aux aspirations des travailleurs, c'est cela, et cela seul qui compte vraiment. Il faut noter par ailleurs que Poher utilise plus encore (si c'est possible), que ne l'avait fait le général, les moyens que lui donne sa présence à l'Elysée : on n'avait jamais vu autant de communiqués de la présidence de la République, d'auditions d'hommes politiques et de consignes à l'O.R.T.F. depuis des mois... Le problème de savoir pour qui voter au second tour sera une question purement tactique, qui se posera en fonction des conditions du scrutin. Pour le moment, ce n'est pas là bien sûr l'essentiel aujourd'hui.

L'essentiel, c'est de présenter, de défendre et de faire progresser les thèses du courant socialiste dans ce pays. Voter pour ce courant socialiste, voter Rocard, c'est en fait le vrai vote utile, puisque c'est concrètement le moyen de montrer clairement la volonté d'en finir avec les errements et les divisions de la gauche socialiste, et d'affirmer positivement que la construction socialiste répond aux exigences présentes des travailleurs. □

Communiqué du Bureau National

Après la comédie des fausses consultations et des faux silences, la candidature de M. Poher est enfin annoncée. M. Poher a voté non pour sauver le Sénat et sauvegarder les intérêts essentiels du patronat : il ne fallait plus que se produisent de vastes mouvements des travailleurs dans la période difficile que traverse le système capitaliste ; il fallait effacer certains aspects autoritaires du régime pour rétablir l'ordre plus facilement ; pour conserver l'essentiel il valait mieux abandonner le général, son style et ses ambiguïtés. M. Poher s'est fort bien acquitté de sa mission et il est significatif que Georges Pompidou soit obligé de prendre à son tour le ton de M. Poher.

Cette opération reçoit bien entendu l'appui officiel de certains centristes, tandis que d'autres préfèrent s'installer dans le camp de M. Pompidou pour les futures négociations que Poher prépare déjà, en se refusant à dissoudre l'Assemblée s'il est élu, et en repre-

nant à son compte les formes traditionnelles du gaullisme : une campagne éloignée du peuple qui n'utilise que la radio, la télévision et une partie de la presse ; une allure qui se veut « bonhomme » mais entend maintenir toute l'autorité impartie au président de la V^e République.

Parce qu'il a voté non, M. Poher risque de tromper de nombreux travailleurs. Beaucoup, sans illusions sur le caractère socialement réactionnaire de cette candidature, peuvent penser que son succès permettrait de revenir à des formes plus traditionnelles de la démocratie bourgeoise qui faciliterait l'action des organisations syndicales et des élus locaux ou parlementaires. Quelques gestes du président par intérim visaient à entretenir cette idée, mais il s'agissait surtout de priver l'équipe rivale de certains éléments du pouvoir. M. Poher s'apprête en fait à renouveler la mystification gaulliste, en faisant avaliser sa personne sans présenter de véritables choix politi-

ques. Il couvre ainsi les opérations qui doivent permettre à la bourgeoisie d'assurer durablement son pouvoir, en se rapprochant des Etats-Unis, en faisant taire les revendications ouvrières et en remettant toujours au lendemain les transformations nécessaires. Pour faire face aux lourdes crises qui menacent notre pays : crises de l'emploi, de la monnaie, de l'Université, de l'agriculture, crise de la démocratie et du système politique, les travailleurs n'ont pas besoin d'un politicien qui sait se couvrir au bon moment d'un masque libéral. Ils ont besoin que s'affirme dans le pays une force politique nouvelle qui leur soit étroitement liée et puisse mettre en œuvre les solutions socialistes, seules capables de faire face à la situation. Si la gauche avait pu faire son unité sur cette perspective, personne ne s'intéresserait à M. Poher. Certains ne l'ont pas voulu, contrairement à ce que souhaite et continue de souhaiter le P.S.U. Le 1^{er} juin les travailleurs devront dire s'ils

entendent confier leurs intérêts à cette nouvelle carte du patronat inventée depuis mai 68, c'est-à-dire la candidature Poher, ou s'ils veulent les faire réellement triompher en soutenant le courant socialiste qu'exprime clairement la candidature de Michel Rocard. □

Le 13 mai 1969.

du nouveau pour votre équipement stencil, le duplicateur **Gestetner 466**

Le duplicateur 466 apporte de nouveaux et nombreux progrès au procédé stencil. La simplicité de manœuvre, l'automatisme de fonctionnement et de réglage permettent à un opérateur, même novice, d'obtenir rapidement 10, 100, 1000, 5000 copies impeccables. Voulez-vous être mieux informés des récents progrès de la duplication ? Demandez à Gestetner la documentation qu'il a réunie à votre intention. Vous y trouverez d'intéressantes précisions sur la gravure automatique des stencils. Gestetner - Service 686 - 71, Rue Camille Groult - 94-VITRY - Tél. 482-47-85



A patronat de choc, travailleurs de combat

Michel Cambuis

Au moment où les organes d'intoxication de la bourgeoisie font du menu du petit-déjeuner de ce brave M. Poher le centre essentiel d'intérêt de la vie politique française, il suffit de retourner à la base pour constater que partout le combat continue, latent ou ouvert, qu'il reste très dur, et qu'il ne se laisse pas impressionner par les manœuvres électorales.

A Sceaux, dans les Hauts-de-Seine, banlieue bourgeoise et résidentielle s'il en est, une petite entreprise « Opelem-Magneto » est en grève illimitée depuis 7 semaines, contre un patronat de combat.

« Opelem-Magneto » pourrait être le symbole de l'état actuel de l'industrie de ce pays : des structures de production archaïques, des conditions de travail datant de Zola, la direction qui joue les seigneurs féodaux alors que l'entreprise fait partie de ce secteur de pointe qu'est l'électronique.

L'entreprise fabrique des magnétophones pour laboratoires de langues vivantes, qu'elle produit au rythme d'environ 20 par mois : ainsi, elle vient d'équiper la faculté de Vincennes, et de nombreux marchés de l'Etat (Education nationale et Marine nationale), ainsi qu'une clientèle privée abondante, lui assurent des bénéfices confortables.

Pendant ce temps, les ouvriers travaillent dans des conditions à peine croyables : installation électrique vétuste, fils dénudés qui traînent, prévention de l'incendie minime (ni hache, ni sable ; peu d'extincteurs, difficilement accessibles), pas de C.H.S.* pour constater l'insalubrité des lieux. Les salaires n'atteignent pas toujours le S.M.I.G. et il n'y a bien entendu, ni délégués du personnel, ni comité d'entreprise.

Les 80 employés de l'entreprise (environ 50 ouvriers et 30 cadres) ne participèrent pas à la grève générale de mai : pas question de

syndicat dans une entreprise où le patron entend rester le seul maître à bord après Dieu !

Le vendredi 21 mars, la direction « démissionne » un ouvrier considéré comme un « meneur » et que l'on accusait d'être responsable de la protestation que les patrons sentaient venir. Dans la soirée, un comité de grève était élu, et un cahier de revendications circulait parmi le personnel.

Le 24 mars, à 15 heures, les revendications (43 heures en 5 jours payées 48 — à travail égal, salaire égal — salaire de base minimum à 4,30 francs pour les O.S.2 et 4,80 francs pour les P.1 — refus de tout licenciement — paiement des heures de grève à 100 %) étaient portées à la direction, une réponse étant exigée pour 17 heures, sans quoi une grève illimitée serait déclenchée.

Le patron s'affole, parle de faire appel à la police, licencie tout le monde...

Le lendemain, le patron en personne, aidé de quelques cadres, descend frapper le piquet de grève qui essayait d'entrer en contact avec les non-grévistes ; il va même ensuite jusqu'à tenter de porter plainte pour coups et blessures, plainte que la police n'osera même pas retenir. Le lendemain, les ouvriers se syndiquent à la C.G.T., prennent contact avec les autres entreprises, collectent des fonds pour soutenir leur grève. La marie du Plessis-Robinson (communiste) promet son appui et distribue des colis.

Les grévistes apprennent par ailleurs qu'une demande de licenciements collectifs a été rejetée par l'inspection du travail, qui demeure par ailleurs hésitante, insaisissable...

Le 3 mars, des négociations ont lieu au siège social parisien de la société en présence de représentants de l'U.L.-C.G.T. de Bagneux et de la fédération des Hauts-de-Seine de la C.G.T. Le patron se comporte comme un véritable hibou, semble prendre son per-

sonnel pour du bétail humain, déclare : « J'emm... les travailleurs, j'emm... la C.G.T., j'emm... tout le monde, je refuse de négocier... ». La direction ne veut accorder les revendications de salaires qu'aux non-grévistes, bref, fait tout pour faire échouer les négociations.

Ensuite, la direction, n'en étant plus à une illégalité près, fait appeler à un « négrier » et loue une vingtaine d'intérimaires qui joueront les « jaunes ». La C.G.T. a contacté son syndicat des intérimaires, en a appelé à la direction de la société qui louait à Opelem-Magneto son personnel temporaire, en faisant ressortir le caractère illégal de cette embauche, la C.G.T. a porté plainte auprès du procureur de la République, l'inspection du travail a dressé un procès-verbal de carence contre la direction qui refuse tout contact, le député U.D.R. de la circonscription Pierre Mazeaud, après une promesse formelle d'intervenir dans les 48 heures, n'a plus fait parler de lui... Bref, la justice suit son cours, comme on dit. Et on sait qu'elle est plus lente à juger les patrons qui se mettent hors la loi que les manifestants jugés le dimanche, en audience de flagrant délit... et l'on sait également que la peau d'un gréviste vaut moins cher que celle d'un patron.

Une chose est sûre : le patron peut payer. Le fait qu'il ait embauché des intérimaires qui lui coûtent au moins deux fois plus cher que son personnel permanent le prouve. Une autre chose est sûre : les grévistes tiennent bon. Ils savent qu'ils ne sont pas seuls (la section P.S.U. de Sceaux les a soutenus dès la première semaine de grève, le comité d'action du lycée Lakanal peu après), la population en répondant généreusement à plusieurs collectes à témoigné sa solidarité...

Le combat continue à la base, malgré les luttes électorales. Et c'est la voix de ce combat qu'il faut faire entendre dans la bataille présidentielle. □

* Commission d'hygiène et sécurité.

Les comités mai 69

Marc Heurgon

Il y eut d'abord les « Comités Pompidou », d'autant plus aisés à lancer qu'il s'agissait le plus souvent de rebadigeonner d'anciens C.D.R. ou S.A.C. et d'utiliser à des fins partisanes les positions acquises par vingt années de contrôle sans partage de l'appareil d'Etat. Ensuite, on a vu naître les « Comités Poher », en gestation dès que la frénésie de l'intérimaire à devenir un vrai candidat, est apparue clairement : pour organiser la pression « spontanée » en faveur de cet accident historique, on racola toute une escouade de sénateurs « miraculés », de monocles des beaux quartiers, de rombières de canton.

Du côté du Parti Communiste, c'en est trop et on fulmine : « toute la presse fait mention de la constitution de Comités Pompidou et Poher, qui sont dans la plupart des cas des comités fantômes, mais oublie systématiquement de mentionner l'existence des nôtres qui se comptent par centaines », (Humanité - 13 mai 69). Et le très zélé Secrétaire de la Fédération du P.C. en Val-de-Marne explique de quoi il est question : « autant de comités que de cellules du Parti ». Comment dire plus nettement qu'il s'agit d'enrégimenter et d'encadrer sérieusement tous les sympathisants.

Dans cette guerre des comités, chacun a son orientation, mais tous le même objectif. On ne laisse à l'initiative des membres qu'un champ d'activité réduit : soutenir. On récolte de l'argent pour la campagne du candidat, on colle la tête de Duclous sur celle de Poher, on essaie de faire croire qu'on peut rester gaulliste en soutenant les options de Pompidou. Ainsi les leaders qui vont s'affronter sur le petit écran ou dans quelques grands meetings, pourront être encouragés par toute une cohorte de supporters. On remplit la salle et on vide le ring.

Tout cela est légitime, nécessaire et correspond aux règles du jeu électoral. Nous aussi nous avons besoin de millions pour soutenir notre candidat et comme nous n'aurons pas d'apports externes massifs, il faut tout faire pour que la souscription nationale diminue par son succès la saignée que les militants devront en tout état de cause s'imposer. Nous aussi, nous devrons coller des dizaines de milliers d'affiches (sans pouvoir compter sur les offices d'affichage), diffuser des dizaines de milliers de TS, (sans bénéficier le plus souvent de routage perfectionné). Pour ces tâches essentielles, nous avons un urgent besoin du concours militant de tous nos sympathisants, de tous ceux qui partagent les objectifs de notre combat. Nous connaissons la chaude camaraderie qui naît d'une pratique commune et d'une bataille menée ensemble, fût-elle électorale.

Tout cela est nécessaire, mais s'il n'y avait que cela, nous aurions simplement ajouté à la liste des Comités des 2 P. et à celle des 2 D., la liste des « Comités Rocard ». Mais nous avons voulu faire tout à fait autre chose et c'est pourquoi sont nés et se développent les « Comités Mai 69 ».

« Réduire aujourd'hui cette élection à un choix de personnes ou à un dosage de combinaisons partisanes reviendrait umuler les tares du gaullisme et de la IV^e République ». Michel Rocard sera à la télévision, dans la presse, dans les grands meetings qu'il tiendra, non pas un simple candidat, mais le porte-parole du courant socialiste. Il tirera avant tout sa force de la présence de tous ceux qui entendent non pas seulement soutenir « sa » campagne, mais mener à fond « leur » campagne, dans les lieux où se situe réellement l'affrontement des travailleurs contre les tenants du capital.

Une telle optique implique :

a) la priorité absolue de l'implantation des « Comités Mai 69 » dans les entreprises, les universités et les lycées ;

b) la liaison constante entre les objectifs proposés au cours de la campagne et le soutien actif des luttes qui se déroulent sur le lieu de travail ;

c) les mesures qui feront des « Comités Mai 69 » des comités de base, autonomes dans leur pratique militante et leur travail d'explication (affiches manuscrites, tracts ronéotypés, réunions par petits groupes, etc.) ;

d) la coordination, chaque fois que la situation le permettra, de l'action des comités pour déboucher sur des luttes de plus grande ampleur ;

e) la discussion constante, à l'intérieur des comités comme dans les milieux qu'ils peuvent influencer, des formes de la campagne, des objectifs à long terme comme des moyens propres à imposer « l'image claire d'un socialisme libéré de toute bureaucratie, capable de satisfaire les besoins des travailleurs et leur espérance de libération ».

Mai 1968, comme toutes les périodes révolutionnaires, a démontré qu'il était faux de lier monothéisme et efficacité. Mai 1969 doit montrer que par-delà le double rejet des sordides combines d'Alfortville ou des fausses unanimités affichées tant au Comité Central du P.C. qu'aux assises de l'U.D.R., il est possible au Courant Socialiste d'affronter la bataille avec résolution, sans mettre en cause ce qui fait sa diversité et son pluralisme.

Alors, on ne confondra pas plus un « Comité Mai 69 » et un « Comité Pompidou »

ou un « Comité Defferre » qu'on ne pouvait confondre l'an dernier un « Comité d'Action » avec un C.D.R. ou un club. Si dans les quinze jours qui viennent, des milliers de « Comités Mai 69 » se mettent au travail, c'est une force considérable qui appuiera Michel Rocard dans le combat périlleux qu'il a accepté de livrer en notre nom à tous.

Il reste que dans tout un secteur de l'opinion et qui n'est pas seulement étudiant, les « Comités Mai 69 » se trouveront en compétition avec les « Comités Rouges ». Nous ne mettrons jamais sur le même pied les candidatures qui se partagent l'échiquier politique officiel et celle de la Ligue Communiste. Parce que pour nous, Mai 68 est beaucoup plus important que Mai 69, nous traiterons Alain Krivine comme un camarade de combat. Au contraire d'Henri Weber, nous n'avons jamais pensé qu'à part « nous » il n'y avait dans le Mouvement de Mai que des cadavres ». Nous savons depuis longtemps que la construction de l'organisation à tout prix, que l'exploitation tactique de toutes les situations, que la pêche au militant érigée en but ultime, exigent en fin de compte bien des contorsions et un solide opportunisme. Nous souhaitons à Alain Krivine qu'il puisse consacrer quelques heures à remettre un peu d'ordre dans son organisation, à corriger les tentations sectaires qui ont toujours miné l'appareil des sectes archéo-trotskystes et qui dans le cas présent ont fait perdre au Mouvement de Mai tant d'occasions depuis un an. Nous lui dirons très amicalement que le ton employé à l'égard du P.S.U. dans le dernier numéro de « Rouge » contraste trop singulièrement avec les avances que nous produisait son organisation en juin et juillet, lorsqu'elle avait besoin de nous. Parce que nous ne sommes prêts à aucun unanimisme, parce que nous ne ferons aucune concession sur le fond, nous donnons mission aux militants des « Comités Mai 69 » de proposer partout, d'imposer s'il le faut, aux militants des « Comités Rouges », la confrontation et la discussion permanente sur les voies et les moyens de la lutte anti-capitaliste dans un pays économiquement avancé comme sur la relance du combat anti-impérialiste. Tel est le combat que nous entendons mener avec eux comme nous entendons bâtir avec eux les perspectives révolutionnaires qui par-delà l'épisode présidentiel, permettront comme le réclame la plate-forme de notre Conseil National de « poursuivre la démonstration de mai 68. »

Pour tous renseignements sur les Comités Mai 69, s'adresser : 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e - 566-45-37 - 566-45-48

Souscription Nationale

pour le soutien du candidat du courant socialiste Michel Rocard

La campagne du candidat du socialisme ne doit pas se dérouler au niveau des seuls moyens de la propagande officielle, elle doit faire participer le maximum de travailleurs, d'étudiants et d'intellectuels à une discussion sur les buts, les moyens d'une action révolutionnaire de transformation de la société, que cette discussion ait lieu dans les usines ou dans les foyers, dans les laboratoires ou les bureaux, dans les universités ou dans les maisons de jeunes.

Il est donc indispensable que d'innombrables comités de soutien Mai 69 soient créés dans tout le pays et que soient mis à leur disposition des millions de tracts, d'affiches et de journaux.

Pour cela, beaucoup d'argent est nécessaire que seules les nombreuses souscriptions de tous ceux qui veulent reconstruire le mouvement ouvrier à partir d'une orientation clairement socialiste peuvent apporter.

Le P.S.U. lance dans cet esprit une grande souscription pour donner au courant socialiste les moyens d'expres-

sion qui lui sont nécessaires. Pour cela il est mis à la disposition des militants et des comités de soutien Mai 69

- Un tract national tiré à 1.000.000 d'exemplaires,
- et 200.000 bons de souscription, disponibles
- soit 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e,
- soit dans les permanences du candidat et des comités de soutien Mai 69.

Toutes les sommes récoltées doivent être versées :

- P.S.U., C.C.P. PARIS 14 020 44.
- Tribune Socialiste, C.C.P. PARIS 5826 65.

Faire les chèques bancaires à l'ordre de Daniel Frachon, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, en portant la mention « soutien au candidat du socialisme ».

Diffusez massivement l'appel et les bons de souscription. L'ampleur de la campagne en dépend.

Les meetings du Parti

Tout le Parti est mobilisé pour assurer le succès de la campagne de Michel Rocard, candidat du socialisme. D'ores et déjà, les fédérations du P.S.U. ont pris les dispositions nécessaires pour qu'une réunion publique au moins ait lieu dans chaque canton. Mais l'effort de propagande va encore bien au-delà : dans les plus petits villages, des sympathisants du Parti invitent des amis à leur foyer avec un responsable du P.S.U. pour dialoguer ensemble sur le sens du combat du courant socialiste. Le débat se poursuivra souvent à la sortie des entreprises, dans les lycées, etc. Dans les plus grandes villes, les responsables nationaux du P.S.U. animeront de très nombreux meetings. En voici la première liste :

Lundi 19

Villeneuve-la-Garenne : Henri LECLERC.

Mardi 20

Auxerre : Jacques PIETRI.
Gennevilliers : Georges GONT-CHAROFF.

Créteil : Abraham BEHAR.
Orléans (La Source) : Marc HEURGON.

Mercredi 21

Saint-Etienne : Henri LECLERC.
Romainville : Manuel BRIDIER,
Philippe LAUBREAUX.
Asnières : Jacques MALTERRE.

Jeudi 22

Gentilly : Henri LECLERC.
Courbevoie : Georges GONT-CHAROFF.
Paris (Ecole des Arts et Métiers) :
Abraham BEHAR, Jacques MALTERRE.
Castres : André BARJONET.

Vendredi 23

Caen : Marc HEURGON.
Charleville : Manuel BRIDIER.
Montauban : André BARJONET.
Lorient : Robert CHAPUIS.

Lundi 26

Le Mans : Manuel BRIDIER,
Christian GUERCHE.
Sens : Jean-Marie VINCENT.

Mardi 27

Maintenon : Serge MALLET.

Draguignan et Nice : Henri LECLERC.

Courbevoie et Colombes : Abraham BEHAR.
Lyon : André BARJONET.
Sochaux, Besançon et Dijon :
Marc HEURGON.
Tours : Robert CHAPUIS.

Mercredi 28

Levallois : Christian GUERCHE.
Avignon : Marc HEURGON.
Toulon et Marseille : Henri LECLERC.
Nancy : Jacques MALTERRE.
La Garenne-Colombes : Jacques PIETRI.
Angers : Jacques KERGOAT.
Limoges : Jean ARTHUYS.

Jeudi 29

Alençon : Abraham BEHAR.
Tarbes et Pau : André BARJONET.
Saint-Quentin : Robert CHAPUIS.

Vendredi 30

Seeaux : Henri LECLERC.
Bordeaux : André BARJONET.
Marc HEURGON.
Colombes : Jean-Marie VINCENT.
Châteauroux : Jacques PIETRI.
Maubeuge : Jacques KERGOAT.

Michel Rocard

commencera sa campagne
le 16 mai

à Nantes et à Saint-Nazaire
avec
Bernard Lambert, Henri Leclerc
et Serge Mallet.

Il tiendra des réunions publiques à
Grenoble

Lille

Lyon

Nancy

Toulouse

Il sera à Paris le 29 mai
au palais des Sports.

Michel Rocard

à la radio

- *France-Inter*
Jeudi 15 mai, 20 h 50 : Portrait de M. Rocard.
- *Radio Monte-Carlo*
Lundi 19 mai de 19 h 30 à 20 h 30 : Face aux auditeurs.
- *Radio-Télé-Luxembourg*
Vendredi 23 mai de 19 h 15 à 20 h 15 : Grand Jury.

Michel Rocard :

La gauche n'existe pas si elle n'est pas socialiste

Le vendredi 10 mai, à 17 heures, dans un salon de l'hôtel Lutétia, Michel Rocard s'est engagé dans la bataille des présidentielles devant une trentaine de journalistes français et étrangers, les caméras de télévision et les micros de radio.

Après avoir rappelé que sa désignation par le Conseil National était suspendue à l'absence d'une candidature commune sur une orientation socialiste, il a conclu que « l'espoir faiblit de parvenir à un tel résultat ».

Or, « nous ne pouvons, ni ne voulons nous contenter d'une de ces combinaisons électoralistes qui tentent d'éviter les problèmes réels qui se posent ».

Et si l'aspiration des travailleurs à l'unité ne peut être satisfaite, ce n'est pas l'effet du hasard ni de la malveillance des hommes. Mais parce que « la gauche traditionnelle élude avec le plus grand soin, et depuis les débuts du gaullisme, l'examen systématique et approfondi des questions qui la divisent ».

« Ainsi, au moment où la crise de notre système économique, social et culturel est plus évidente que jamais, au moment où des solutions audacieuses doivent être rapidement définies et mises en place, au moment enfin où le courant socialiste devrait répondre à sa vocation de proposer aux Français un avenir différent, on ne pose que des problèmes de ralliement et d'arithmétique électorale. »

Les candidats du passé

« Le résultat est là : jamais les sondages n'ont annoncé une gauche aussi faible. Tisons-en la leçon : la gauche n'existe pas si elle n'est socialiste. Elle grandit avec la solidité de son projet, elle meurt de n'avoir rien à dire. »

Michel Rocard caractérise ensuite brièvement les divers candidats, officiels ou officieux, à la présidence de la République :

Pour M. Pompidou : « A quelle grande réforme a-t-il prêté son nom ? De quelle nature est la marque qu'il porte sur les affaires publiques ? Ces questions n'ont guère de réponse connue. Car, précisément, M. Pompidou met son talent à laisser pourrir les problèmes et émasculer les réformes. »

Pour M. Defferre : « il a obligé le parti socialiste à prendre conscience de ce que la sauvegarde de ses fiefs électoraux appelait des alliances centristes, et cette constatation est définitive. Mais elle n'est porteuse d'aucun projet, d'aucun avenir. »

Pour M. Poher : « Quelle alliance de forces politiques va-t-il représenter ? Au nom de quelles orientations va-t-il se battre ? Sa longue vie parlementaire a laissé le souvenir d'un négociateur plus que d'un homme de choix et de décision. »

Pour M. Duclos : « Après avoir refusé de comprendre l'immense espérance socialiste qui soulevait le pays en mai 1968, après avoir refusé de faire de l'expérience tchécoslovaque l'occasion d'une explication politique précise sur la manière dont il concilie le socialisme et la liberté, au moment même où il exclut ses derniers intellectuels non conformistes, le PCF reste fidèle à lui-même, c'est à-dire à son passé. Le visage plus avenant qu'il se donne aujourd'hui, même s'il laisse espérer la reprise d'un véritable dialogue dans le mouvement socialiste, n'apporte aucune proposition novatrice. Et la démocratie avancée, par la limitation de ses ambitions, barre aux travailleurs le chemin de l'espérance que représente le socialisme comme solution concrète à leurs problèmes d'aujourd'hui. »

Candidat du socialisme

L'enjeu de ces élections, pour nous, est de savoir si la chance d'un avenir socialiste pourra y être préservée, affirmée et consolidée.

C'est le sens de l'investiture accordée par le Conseil National à Michel Rocard, et qui fait de lui « un candidat du socialisme bien plus qu'un candidat du PSU ».

« Il ne faut pas sous-estimer le besoin d'espérance des Français orphelins de leur général. Devons-nous attendre le renouveau de ce pays d'un Queuille moderne ? Devant le contraste entre l'ampleur du personnage disparu et son triste dauphin, bien des Français chercheront à donner à leur volonté politique une expression qui ait quelque force : une candidature socialiste peut en être l'occasion. »

« Il est notamment un domaine où les aspirations nébuleuses du gaullisme doivent aujourd'hui recevoir une traduction concrète plutôt que d'être abandonnées : c'est celui de la politique étrangère. (...) Il serait inadmissible que, l'année même où s'ouvre pour la France la possibilité de sortir du pacte atlantique, la succession du général de Gaulle soit l'occasion d'un retour dans la coalition économique et militaire dirigée par Washington. »

« Une candidature socialiste a d'autres vertus, celle notamment de poser en clair les problèmes de l'unité de la gauche. »

« Définir de manière précise les conditions de la construction en Europe d'une société qui échappe au modèle américain, esquisser la structure des entreprises et la nature du pouvoir de la représentation ouvrière en leur sein, s'exprimer clairement sur l'exercice pratique de la démocratie et de la liberté dans le pays comme au sein des formations politiques, tout cela ; à quoi se résume l'essentiel, suppose que l'on en discute posément et que l'opinion tranche clairement. Le seul bénéfice de la division actuelle peut être d'amener les Français à faire ces choix et par là à peser sur les décisions des appareils. »

Les seules solutions sont socialistes

« Enfin, se pose la question fondamentale : celle de savoir si la définition d'une voie socialiste pour la France a aujourd'hui la moindre actualité. »

« Le PSU a décrété beaucoup trop souvent pour que je le répète aujourd'hui comment à ses yeux les problèmes de notre agriculture en crise profonde, ceux de notre industrie incapable de se développer, ceux de nos déséquilibres régionaux, ceux de l'Université, comme ceux de l'organisation de la machine de l'Etat, appellent d'urgence des solutions socialistes. »

La crise du franc vient en fournir un nouvel exemple. Elle apporte encore une fois la preuve « qu'un tel régime court à sa perte et que la collectivité doit imposer son contrôle sur les actes individuels des banquiers comme des industriels pour assurer son développement harmonieux. Le socialisme commence là, s'il va beaucoup plus loin. »

Trois idées, une méthode

« Une solution socialiste est donc nécessaire à notre pays. Ce sera l'objet de ma candidature que de la défendre. Cette solution socialiste s'appuie sur trois idées et une méthode. »

« La première idée est celle de la transformation de l'Etat. La démocratie exige que les intéressés voient leurs affaires discutées et traitées aussi près d'eux qu'il est possible. Ainsi s'expliquent nos positions en ce qui concerne la réforme communale et la réforme régionale. Mais la lutte contre la bureaucratie appelle une réforme administrative profonde, touchant l'organisation de l'Etat lui-même et notamment, de ses services répressifs. »

« La deuxième idée est celle d'une transformation du pouvoir économique. Une planification sou-



Ch. Kuhn

ple, agissant par l'incitation et la sanction économiques, mais non par la police, doit pouvoir imposer les choix faits par la collectivité. (...) Ainsi se trouve posé le problème du contrôle des travailleurs sur la vie de l'entreprise, première étape avant qu'une prise de conscience plus développée ne permette de s'acheminer vers des formes d'autogestion, seule garante d'une société socialiste libre.

« La troisième idée consiste à souligner que l'ensemble des moyens d'enseignement, d'éducation permanente, d'information et de culture doit être, sous des formes diverses, soustrait à l'économie de profit pour permettre le développement d'une culture ouverte à tous, et permettant à chacun de faire le meilleur emploi de ses capacités créatrices comme de jouer pleinement son rôle dans la démocratie socialiste.

« Ce projet de société vise loin. Pour parvenir à l'imposer, de longues batailles seront nécessaires. La méthode sur laquelle s'appuie la solution socialiste est fort banale : Elle découle du fait que, dans notre histoire, les transformations importantes ont toujours été imposées par la base et ratifiées par le sommet plutôt que l'inverse. C'est aujourd'hui la lutte des travailleurs,

celle des ouvriers, des paysans, des étudiants, parfois aussi des cadres, des fonctionnaires qui fait avancer la conviction socialiste, change le rapport des forces, permet d'arracher des résultats partiels et par là finalement de poser le problème du pouvoir d'Etat. Une conquête électorale peut en assurer la maîtrise nominale, ce qui est important. Elle ne suffit pas à en permettre la transformation complète.

« Le sens, l'utilité d'une candidature socialiste aujourd'hui, c'est de donner corps à cette vieille espérance auteur des solutions adaptées au monde d'aujourd'hui.

« Cela suppose une campagne qui ne se déroule pas seulement par les grands canaux officiels, mais qui fasse progresser la discussion au cœur même du pays. Dans les usines comme dans les foyers, dans les laboratoires comme dans les bureaux. Tel est le rôle des comités mai 1969, qui seront les comités de soutien à la candidature socialiste. J'invite tous ceux qui sont prêts à participer à l'effort que représente cette candidature à rejoindre ces comités. Leur tâche sera d'animer la discussion pendant la campagne comme d'en assurer l'exécution. » □

Pour comprendre l'importance de la campagne présidentielle

lisez
le P.S.U.
et l'avenir socialiste
de la France

par
Michel Rocard
Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"
54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e
C. C. P. 58 26 65 - Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes

Italie

Où est le Palais d'Hiver ?

Bruno Crimi

Encore une fois, à ceux qui demandaient à n'être pas licenciés, l'Italie officielle a répondu par des rafales de mitraillettes. Encore une fois, le massacre s'est produit dans le Sud, où les Italiens ne sont pas des hommes, mais des individus de seconde catégorie, où le travail est un privilège des plus fortunés : à Battipaglia, une localité d'environ trente mille habitants dans la province de Caserte, à l'extrême-sud de la Campanie, presque aux confins de la Calabre. Une journée de fureur et de violences : deux morts, trois cents blessés. Après Avola, ils sont désormais quatre morts à l'actif du centre-gauche, en trois mois à peine. Bilan qui n'a pas suffi pour que soient balayés ceux qui se gargarisent de « réformes » et qui envoient ensuite leurs policiers massacrer les travailleurs sur place.

Battipaglia, exemple typique des inégalités qui caractérisent le Mezzogiorno italien. Dans cette région, l'extrême pauvreté de la classe paysanne, pauvreté due à l'héritage séculaire de la grande propriété foncière, a toujours contrasté avec la fertilité du sol. Il y a quinze ans, une mutation s'était amorcée surtout grâce à la position géographique privilégiée de la localité, nœud ferroviaire et routier de grande importance. Les industriels s'étaient mis à étudier la possibilité de nouvelles installations dans la région.

Des espoirs déçus

En quelques années seulement, une dizaine d'industries se sont implantées donnant du travail à plus de cinq mille ouvriers, soit 20 % de la population. Tous d'origine paysanne naturellement — qui toutefois devenaient sensibles à un nouveau type de réalités — commençaient à s'intégrer dans les syndicats, à vivre de façon plus décente.

Les installations industrielles faisaient évidemment l'affaire des grands propriétaires fonciers : il s'agissait d'industries de la conserve, de manufactures de tabac, de sucreries. En somme, travail des produits de la terre. Mais les industries de la conserve employaient une main-d'œuvre saisonnière ; si bien que nombre de ceux qui travaillaient en usine pendant la récolte, retournaient à la campagne pour le temps des semaines et la « saison morte ». En un certain sens, Battipaglia était le modèle idéal pour une enquête sociologique sur les disparités les plus typiques d'un Sud qui cherche à rattraper le rythme des temps, mais qui n'y parvient guère, car ceux

qui devraient en favoriser le développement, se désintéressent totalement de la question. (Voilà pourtant un siècle qu'on affirme en Italie la priorité des problèmes du

sans que l'Etat intervint le moins du monde pour éviter le chômage à des milliers de travailleurs. La première à fermer ses portes fut l'usine Baratta (1.200 employés),



Mezzogiorno : éternel alibi, en quelque sorte, des classes dirigeantes, qui ont toujours masqué de leurs beaux discours leur impuissance à endiguer réellement retard et sous-développement.)

Quoi qu'il en soit, c'est bien grâce aux installations réalisées autour des années 50, que Battipaglia était devenue une sorte de pont entre un Sud traditionnellement agricole et un Sud en voie d'industrialisation. Mais le processus de développement devait en quelques années seulement se révéler illusoire, fondé sur le néant. Le Marché commun, les accords communautaires, les restrictions imposées à l'industrie italienne du sucre, l'éloignement des centres européens de consommation des produits agricoles en conserves, etc., avaient entraîné la disparition graduelle de ce qui à Battipaglia et dans tant d'autres centres du Mezzogiorno fondait l'espérance en une vie meilleure : la garantie d'un salaire sûr, indépendant des caprices du temps et de la volonté des patrons dans les campagnes.

La cascade de chômeurs

Jusqu'à l'année dernière, tant bien que mal, on était allé de l'avant. Mais ensuite, en raison de la suppression des dernières barrières douanières du Marché commun, les industriels avaient considéré comme trop peu rentable le maintien de leurs établissements et en avaient décidé la fermeture

puis vint le tour de l'usine D'Amato (1.700 employés) ; puis de dizaines d'autres petites entreprises. En un an, 30 % de la population active s'étaient retrouvés sans travail.

Le comble fut atteint ces jours passés. La manufacture de tabacs — à participation de l'Etat — était elle aussi menacée de fermeture. Déjà en deux ans, sur 700 employés, 500 avaient été licenciés. Mais il ne s'agissait pas que de la manufacture de tabacs. On projetait également la fermeture de la sucrerie. C'eût été revenir en arrière de vingt ans à Battipaglia. Tant et si bien que les syndicats ont proclamé la grève générale. Toute la population était descendue dans la rue, animée de la colère sacro-sainte de ceux qui ne s'entendent faire que des promesses.

On criait « Maintenant ça suffit », « Pas de fermeture de la manufacture de tabacs ni de la sucrerie ! ». Une délégation avait été envoyée à Rome pour négocier avec le Ministre des subventions de l'Etat. Cependant, la police a fait, à un moment précis, une inutile démonstration de son « autorité ». Elle voulait — des ordres avaient été donnés — faire disloquer le cortège afin que chacun rentrât chez soi. L'espace d'un instant, la débandade ; la foule crie encore une fois « Ça suffit ! ». Puis les rafales de mitraillettes. Des dizaines et des dizaines de personnes tombent. Le hurlement des ambulances. Et enfin les policiers s'enfuient à travers champs.

Des tractations fébriles

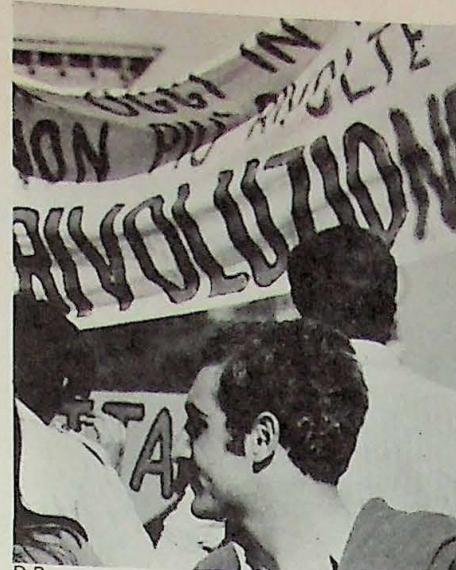
Après, mais seulement après, quoi qu'en disent les récits partiaux du Ministre de l'Intérieur, éclate la colère populaire. Le commissariat de police et la mairie, symboles d'une oppression qui n'a que trop duré, sont incendiés. Les véhicules des policiers sont livrés aux flammes. Dans la localité, jusqu'à une heure avancée de la nuit, règne le chaos. Les forces de l'ordre attendent à des kilomètres de là et ne peuvent pas intervenir ; ou bien la foule, qui ne tolère plus la moindre injonction, les mettrait en pièces.

Le jour suivant, syndicalistes et hommes politiques repartent de Rome, mais la tribune d'où ils devaient prendre la parole est incendiée. « Vous êtes arrivés trop tard vous aussi. On n'a pas le droit d'attendre pour penser à notre situation qu'il y ait des morts sur le pavé de nos rues ». La C.G.I.L. semble comprendre la leçon. Dans les milieux politiques, on se convainc d'avoir trop « tiré sur la corde » et qu'il est temps de riposter puissamment. On s'attend à la proclamation d'un instant à l'autre d'un mot d'ordre de grève de 24 h. Mais après des tractations fébriles avec les autres syndicats, les responsables s'en tiennent à une grève d'à peine trois heures dans l'ensemble du pays. Pendant ce temps, le président Saragat envoie le rituel télégramme de condoléances aux parents des victimes de la sauvage répression, œuvre de la police de l'Etat qui la commande.

Mais les ouvriers des centres industriels italiens n'adhèrent pas tous au mot d'ordre formulé par la C.G.I.L. : manifestations dans l'ordre, de « deuil » pour le massacre. Dans beaucoup de villes, on fera grève 24 heures. Quelques grandes entreprises débraient spontanément et entrent en effervescence. Le lendemain du massacre, le P.C.I. demande officiellement la démission du ministre de l'Intérieur, Restivo. Mais au cours du débat à la Chambre consécutif aux questions posées par tous les groupes parlementaires, les forces du centre-gauche font corps autour de Restivo. Comme il était d'ailleurs parfaitement logique et prévisible.

La faute aux étrangers !..

En ce que la police ait été contrainte de fuir face à la colère populaire, le gouvernement trouve un alibi de choix quant à « l'agression contre les forces de l'ordre ourdie par des éléments étrangers à la réalité de Battipaglia ». Beaucoup trop oublient les déclarations historiques du Ministre du Travail, le social-démocrate Brodolini, quelques mois auparavant, juste après les événements d'Avola : « Plus jamais de morts pour un conflit du travail ». Mais tout comme on a oublié ces déclarations, les programmes du gouvernement s'envolent en fumée ; pendant ce temps, la démonstration faite par un régi-



me timoré d'une carence du pouvoir, « préoccupe » les forces réactionnaires, toujours prêtes à exploiter des situations de ce genre.

Dans ce contexte, il est assez symptomatique que la droite ait fait, après des années et des années, sa réapparition. Et avec des méthodes qui lui sont propres : attaques aux sièges des partis de gauche, bombes dans les édifices publics, etc. Ces incidents sont aussi exploités, de toute évidence, par les brigades politiques de la police pour agraver la répression contre les militants de gauche extérieurs aux partis « officiels ». Même s'il est impossible d'hésiter sur l'origine de divers attentats (parce qu'ils laissent des indices infaillibles), la police y a trouvé le prétexte d'une série de perquisitions domiciliaires pour intimider les militants et mettre à jour le fichier des « subversifs ». Méthode désormais classique. Méthode qui laisse craindre à beaucoup que ne se produisent en Italie des événements bien plus graves. Beaucoup parlent, comme en Grèce deux ans déjà avant le putsch, de la possibilité d'un coup d'Etat de droite en notre pays.

Aller jusqu'au fond des choses

Ces considérations mises à part, le mouvement réel trahit parfois son manque d'homogénéité et sa tendance au morcellement, éparpillé qu'il est en mille petits courants, trop souvent opposés les uns aux autres. Le mouvement, en réalité, ne révèle sa force et sa détermination que quand il est pris dans le cycle agitation-répression, les groupes ayant tendance à se bureaucratiser et à se scléroser, et retombant dans les erreurs des formations ouvrières traditionnelles. Il s'agit évidemment d'un mécanisme très complexe qui mérite d'être analysé à part.

Mais on a lieu de se dire inquiet en constatant que le travail politique se désarticule bien souvent parce qu'il manque une cause immédiate de mobilisation.

Agiter dix mille personnes après les morts de Battipaglia, c'est facile ; facile aussi de les opposer à la police. Mais après ? Que fait-on dans les quartiers, dans les

usines ? Et dans quelle mesure les ouvriers sentent-ils aujourd'hui qu'une grève politique est plus importante qu'une revendication salariale ? De toute évidence, on ne peut récolter ce qu'on n'a pas semé. Si ce propos vise les formations traditionnelles de la classe ouvrière, il ne devrait pas concerner ce mouvement réel (dont une fraction agit dans les partis classiques) qui, jusqu'à preuve du contraire a joué un rôle déterminant ces jours derniers.

Il convient ici de dire qu'il est pleinement significatif que des explosions comme celles d'Avola et de Battipaglia, n'aient été nullement prévues par personne. Cela veut peut-être dire qu'il reste à essayer de canaliser les poussées

authentiques dans un processus révolutionnaire. Beaucoup parlent aujourd'hui de l'existence en Italie d'une situation objectivement pré-révolutionnaire, d'un « Mai larvé », d'une « insurrection latente ». D'aucuns en arrivent à se demander quel sera le Palais d'Hiver auquel il faudra tôt ou tard donner l'assaut.

Mais peut-être est-il vrai aussi qu'on ne doit pas rester passifs devant des situations comme celles d'Avola ou de Battipaglia ; on doit les déterminer. C'est la seule condition pour connaître la force véritable de la gauche. Mais après une affirmation de ce genre, surgit d'elle-même la question la plus inquiétante : qui veut aller jusqu'au fond des choses ? □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

EDITIONS DU SEUIL

- LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel 7,50 F
- LA C.G.T., d'André Barjonet 4,50 F
- INTRODUCTION A UNE POLITIQUE DE L'HOMME, d'Edgar Morin 4,50 F
- HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE de Léon Trotsky (2 tomes) 19,00 F

EDITIONS MASPERO

- LIRE LE CAPITAL d'Althusser (2 tomes) 12,30 F
- A.B.C. DU COMMUNISME (2 tomes), de Boukharine 12,30 F
- PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE, de Ch. Bettelheim 6,15 F
- LE PILLAGE DU TIERS MONDE, de Pierre Jalée 6,15 F
- ROSA LUXEMBOURG : Œuvres 1 et 2 (2 tomes) 12,30 F
- MAI 68, UNE REPETITION GENERALE, de Ben Said et Weber 8,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

- L'IRI /PTION DE NANTERRE AU SOMMET, d'H. Lefebvre 15,40 F
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, de N. Boukharine 15,00 F



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e C.C.P. 58 26 65**



D.R.

Espagne

L'opposition socialiste se durcit

Marc Echeverry

Après la levée de l'état d'exception en Espagne, l'agitation qui se développe principalement à Madrid et au Pays Basque, prend de nouvelles formes.

Aux actions de masse qui avaient marqué la dernière période, succèdent d'autres formes d'organisation, qui tendent à la fois à se radicaliser dans leurs formes d'expression, et à empêcher la répression policière de s'abattre sur les militants ouvriers et étudiants.

A ce point de vue les manifestations qui se sont déroulées à Madrid, à l'occasion du 1^{er} Mai, revêtent un intérêt certain. Il s'agit surtout des « commandos urbains » qui ont mené plusieurs actions dans la ville, et dont le caractère synchrone et organisé a surpris plus d'un observateur.

Des actions brèves d'une violence calculée

Le 1^{er} Mai en effet, selon des informations qui nous sont parvenues par l'intermédiaire de l'agence APEL, trois commandos urbains, ont pu mener à bien leurs actions, malgré un déploiement de forces policières considérables.

Dans trois des grandes artères du centre de la capitale, de petits commandos, composés pour l'essentiel par des étudiants, mais avec de jeunes ouvriers, ont pu faire éclater des bombes fumigènes et briser les vitres de quelques grands sièges d'entreprises ou banques : Ebro, Banco Espanol del Credito, Banco Iberico.

Le propre de ces actions étant d'être extrêmement brèves, de l'ordre de quelques minutes, les commandos se dispersant ensuite très rapidement. Des tracts très nombreux ont été distribués ensuite dans les entreprises, pour expliquer la portée exacte de ces interventions.

Elles ont incontestablement saisi l'opinion publique, qui s'interrogeait sur l'attitude et les capacités des organisations de gauche et d'extrême gauche, après la dure répression qui a marqué l'état d'exception.

Elle marque un tournant dans le type d'action désormais entreprises et une radicalisation de la situation. Si l'on sait qu'en Pays Basque malgré une répression très dure, l'ETA, continue de recourir aux actions directes, avec l'évidente complicité de la majeure partie de la

population, on sent bien qu'une étape est en train d'être franchie.

Gauchisme ou nouvelle situation

Evidemment ces formes d'action nouvelles ne sont pas le fait de toute la gauche, et en premier lieu du Parti Communiste. La ligne de celui-ci, passait et passe encore (bien que les retournements auxquels Santiago Carrillo et la direction du P.C.E., nous ont habitués sont toujours possibles), par un tout autre type de luttes. Plus rassurantes en tous cas pour les pouvoirs publics.

Jusqu'ici le PCE, avait réussi à contenir le mouvement et à lui donner un aspect revendicatif de type syndical, plus limité dans ses objectifs. C'est précisément ce qui semble être mis en cause par un certain nombre d'organisations et en premier lieu le F.L.P.

Un tract lancé le 1^{er} Mai à Madrid, le formule nettement. On y lit en effet : « Le mouvement ouvrier madrilène, tout comme le mouvement étudiant sont en train de traverser une étape de crise. Celà est dû en grande partie au fait que leurs organisations de masse (Co-

missions ouvrières et Syndicat Démocratique des Etudiants) prennent des positions réformistes qui tendent à effacer les réalités de la lutte des classes. Elles oublient ainsi la grande vérité historique de l'affrontement continu entre la classe ouvrière et ses exploiteurs bourgeois ».

Au-delà du langage, qui a toujours revêtu en Espagne une très grande violence et dont nous pourrions donner d'autres exemples tirés de ces tracts, il est certain que le mouvement ouvrier espagnol est à la recherche d'une autre ligne que celle jusqu'ici poursuivie par les organisations ouvrières, plus combattive et combinant avec plus de hardiesse les possibilités légales et les autres.

Il reste à se demander, si cette ligne recevra les appuis larges dont elle a besoin pour se développer et se parfaire. Les risques d'aventurisme peuvent paraître évidents. Dans l'état de nos informations, nous ne saurions porter un jugement politique clair. Mais il est clair que le durcissement du régime, et en contre coup des forces socialistes en Espagne, créent une situation nouvelle dont les développements devront être attentivement suivis.

Un génocide différé

Francis Kahn

Malgré les nombreuses protestations élevées dans les milieux scientifiques du monde entier, et notamment aux Etats-Unis mêmes, la guerre se poursuit et s'intensifie au Vietnam.

D'une part, les Américains ont continué à utiliser des gaz toxiques pendant toute l'année 1968 et le début de 1969 mais, peut-être à cause du retentissement des travaux du tribunal Russell et des protestations que ses révélations ont suscitées, la presse américaine est devenue subitement beaucoup plus discrète sur l'emploi de cette arme. Ce n'est qu'en février 1968, lors de l'offensive du Tet à Huê, que l'emploi du gaz est mentionné (1).

Bien plus : conscients du caractère particulièrement scandaleux de l'usage de cette arme notamment utilisée contre les souterrains où s'abrite la population vietnamienne, les Américains ont accusé, pour tenter de se disculper, et par deux fois au moins, les Forces Populaires de Libération d'avoir utilisé cette arme contre eux. Aucune preuve matérielle n'a été produite pour appuyer cette accusation qui, d'ailleurs, ne sera défendue que mollement par ceux qui la profèrent. Bien au contraire, les Américains doivent reconnaître que lors de deux bombardements de leurs bases par les F.A.P.L., des départs de munitions à gaz ont été touchés par les projectiles vietnamiens et que les gaz se sont répandus dans la base. Là encore, ces informations ont été vite étouffées et les services de renseignement américains se sont montrés par la suite très discrets sur ces faits.

Mais ce sont surtout les épannages de toxiques chimiques dits « défoliants » qui ont retenu l'attention durant ces derniers mois.

Les autorités américaines ne se cachent plus d'utiliser sur une large échelle ces produits, non seulement dans le but (primitivement seul avoué) de défolier les forêts, abris supposés des F.A.P.L., mais aussi contre les récoltes de la population vietnamienne tout entière, y compris dans les zones partiellement encore contrôlées par les Américains et le régime de Saïgon.

Le tribunal Russell avait, lors de sa deuxième session, retenu com-

me argument majeur du crime de génocide l'utilisation de moyens visant expressément à détruire les sources d'existence de toute une population.

Des autorités scientifiques américaines renommées, comme le professeur Jean Meyer de l'université Harvard et le professeur Pfeiffer de l'université du Montana, avaient attiré l'attention de l'opinion publique sur le fait que les « défoliants » privaient de nourriture non seulement la population actuelle du Vietnam, mais que, de plus, les modifications fondamentales qu'ils entraînent sur l'écologie locale risquaient d'avoir à terme des conséquences incalculables sur les ressources alimentaires futures du Vietnam.

Depuis un an, des détails nouveaux, tous concordants, sont venus préciser l'étendue du crime américain.

La toxicité des produits utilisés, qu'il s'agisse du 2-4 D, du 2-4-5 T ou du cacodylate de soude, a été clairement montrée. Cette toxicité était d'ailleurs connue depuis longtemps. De nombreux cas d'intoxication causés par ces dérivés — même utilisés à petite échelle comme désherbants agricoles — ont fait l'objet de publications multiples. Cette toxicité s'exerce aussi bien vis-à-vis de l'homme que des animaux domestiques. Elle peut causer de graves lésions digestives, nerveuses, voire la mort, notamment chez l'enfant. Elle est soit directe — c'est le cas du 2-4 D ou du 2-4-5 T — soit indirecte, due aux produits de désintégration du composé — c'est le cas de l'acide cacodylique qui libère l'arsenic.

Les différents produits utilisés ont une « utilité » spécifique. Le 2-4 D et le 2-4-5 T sont surtout utilisés contre la végétation. Ils sont présents en quantité variable dans des mélanges appelés de noms de code : « Orange » et « Pourpre » sont la couleur du composé final.

Le cacodylate de soude (nom de code : bleu) est spécifiquement utilisé contre les récoltes, notamment le riz.

En ce qui concerne ce dernier produit, il a été démontré que les dérivés arsénieux qu'il libère dans le sol sont capables d'accumula-

tion sur place. Aussi est-il susceptible d'affecter pendant des années la croissance et la composition des végétaux qui poussent là où il a été répandu. Les conséquences écologiques et génétiques sur l'homme et les animaux en sont imprévisibles dans leur gravité. C'est une menace permanente pour l'avenir, quelle que soit l'évolution de la situation au Vietnam. En un sens, ce type de produit chimique se comporte comme l'arme nucléaire. Ses effets ne sont pas limités au moment de leur emploi mais se font sentir bien au-delà. En raison de l'accumulation des doses, ils sont cumulatifs et retardés.

En les utilisant, les Américains menacent l'ensemble de la population vietnamienne dans l'avenir, même lorsque le Vietnam aura reconquis sa pleine liberté et sa pleine indépendance. Il y a donc là un véritable chantage au génocide différé qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'humanité.

Les données qui sont accessibles sur l'ampleur sans cesse croissante de l'utilisation de ces produits sont concordantes. Beaucoup sont de source américaine. Selon le « Los Angeles Times » du 19 septembre 1968, les Etats-Unis ont dépensé, pour 1968, 71 millions de dollars en toxiques, soit le double de 1967. De nouvelles usines sont ouvertes pour leur production. Les chiffres produits à la Conférence de Montréal montrent que, depuis 1962, la superficie du Vietnam soumise aux toxiques et poisons végétaux augmente de façon considérable, atteignant 1.884.308 acres pour 1968 !

Le professeur W. Pfeiffer, biologiste de l'université de Montana, spécialiste de la guerre chimique, est revenu atterré d'un voyage d'étude au Vietnam, destiné, en principe, à le « rassurer » sur l'emploi des armes chimiques. Il a assisté personnellement à des opérations de déversement de produits chimiques exécutées sur une vaste échelle et a pu en apprécier, sur le terrain, l'effet dévastateur.

De source vietnamienne, des milliers d'opérations de dispersion de toxiques chimiques sont décrites, causant d'innombrables pertes dans les ressources vivrières de la population et des centaines de victimes.

Citons, parmi les plus atteints, les districts de Cam Co et Gia Linh du Nord-Quang Tri, la commune de Hoai My dans la province de Binh Dinh, les districts de Que Son, Tien Phuoc et Tam Ky dans la province de Quang Nam, presque toute la surface de la province de Tay Ninh ainsi que les régions très peuplées du Nam Bo central et de la province de Camau. Un autre exemple qui date de deux mois environ : l'attaque du village catholique de Thai Hiep, région de Ho Nai, situé entre l'aérodrome de Bien Hoa et le camp de Long Binh. Là, des attaques combinant l'emploi des bombes et des roquettes et l'épandage de toxiques ont totalement détruit le village et fait des dizaines de victimes.

Il y a à peine un mois, plusieurs villages du district de Ben Cat dans la province de Thu Dau Mot ont subi le même type d'attaques.

Il faut noter qu'outre les destructions matérielles et les pertes en vies humaines causées par les bombes et les roquettes, la profusion d'éclats métalliques provenant des millions de tonnes de bombes larguées sur le Vietnam ajoute ses effets vis-à-vis de la végétation à ceux des défoliants chimiques.

Ainsi, malgré leurs prétendues intentions pacifiques, malgré leurs affirmations aux conversations de Paris, les Américains intensifient par tous les moyens leur agression au Vietnam.

La guerre chimique, scandaleuse non seulement parce qu'elle est une des traductions de l'agression elle-même, mais aussi parce qu'elle constitue une menace avouée de génocide différé, se poursuit sans limitation aucune.

Il importe que l'opinion publique mondiale soit largement informée et amplifie son action pour faire cesser l'agression et ses procédés criminels qui apportent la preuve que l'impérialisme ne recule devant rien pour assurer son triomphe ou, quand cela s'avère impossible, pour limiter au minimum sa défaite.

(1) Ces informations ont été rassemblées par le Centre international d'Information contre les crimes de guerre. Secrétariat Madeleine Garaudet, 14, rue Serpente, Paris 6^e. 033-20-40.

Les impasses du réformisme

Pierre Gautier

Ce qui se passe en ce moment en Grande-Bretagne est exemplaire. Voilà un gouvernement qui se réclame du socialisme et de la classe ouvrière — dirigé de surcroit par un ancien rebelle bevaniste — en train de préparer une loi anti-grèves beaucoup plus rigoureuse que toutes les lois de ce type existant dans les autres pays occidentaux, pays de dictature militaire ou fasciste exceptés. Pour leur part les conservateurs britanniques n'auraient jamais osé imposer il y a quelques années un tel carcan à l'activité revendicative (préavis de vingt-huit jours pour le déclenchement d'une grève, sanctions pénales pour les grèves illégales) et ne peuvent que se féliciter de voir un gouvernement travailliste faire le sale travail.

Une opposition en porte à faux

Du côté syndical et travailliste il y a, bien entendu, de nombreuses réactions hostiles. Le président du groupe parlementaire du Labour Houghton a supplié Harold Wilson d'abandonner son projet, les leaders syndicaux sont dans leur quasi-unanimité opposés au texte préparé par Barbara Castle. Mais tout cela ne doit pas conduire à un optimisme injustifié. La vieille gauche travailliste n'a en fait pas de politique de rechange à proposer face aux échéances économiques et financières par lesquelles Wilson justifie son orientation anti-ouvrière. Elle raisonne toujours en termes de majorité électorale, de réformes introduites par voie législative et n'a que trop tendance à considérer la politique du gouvernement actuel comme une pilule amère qu'il faut avaler à cause de circonstances passagères dues à une conjoncture économique difficile. Les deux hommes qui la personnifient, Michael Foot et Franck Cousins, sont, certes, des hommes intègres, profondément attachés au mouvement ouvrier, mais dont on peut dire, sans risque d'erreur, qu'ils n'ont pas compris l'évolution économico-sociale des vingt dernières années.

En effet, leur philosophie politique repose sur l'idée fausse que la marge de manœuvre d'un gouvernement de gauche qui ne touche pas aux mécanismes économiques capitalistes est relativement considérable et qu'il est par conséquent possible à une équipe travailliste, au pouvoir dans le cadre légal, de redistribuer le revenu national en faveur des travailleurs

tout en élargissant le secteur public de l'économie. Il leur échappe ainsi que l'intervention économique de l'Etat, que la concertation entre les hauts fonctionnaires et les dirigeants d'entreprise ne peut avoir d'autre but que la défense du profit — moteur de la prospérité en régime capitaliste.

Tout ce qui va à l'encontre de cet impératif élémentaire, c'est-à-dire tout ce qui tend à diminuer le taux du profit à l'échelon national ou dans telle ou telle branche essentielle de l'économie, entraîne effectivement, comme on l'a vu à plusieurs reprises en Europe, la grève de l'investissement et à plus ou moins long terme la dépression économique. Un gouvernement dit de gauche peut sans doute essayer de jouer avec l'inflation en favorisant une augmentation rapide des salaires nominaux (qui n'a rien à voir avec une véritable redistribution des revenus), mais les contraintes de la concurrence internationale le rappelleront vite à l'ordre.

En réalité il ne peut que gérer le mieux possible « la prospérité capitaliste » en utilisant les mêmes techniques fiscales, budgétaires et prévisionnelles que les gouvernements ouvertement conservateurs, mais avec une marge de manœuvre encore plus étroite, puisque les capitalistes ne manqueront de se montrer encore plus vigilants à son égard.

Le syndicalisme et la base

En outre, les travailleurs de gauche et les syndicalistes ne se sont pas aperçus à temps que les données de l'activité revendicative de la classe ouvrière subissaient des modifications profondes.

D'un côté, les préoccupations gouvernementales en matière économique (défense du profit, etc.) ont conduit les différents cabinets conservateurs, au cours des années cinquante et soixante, à freiner les augmentations générales de salaires, à s'opposer à certaines conventions collectives de branche. De ce fait, les organisations syndicales ont vu leur pouvoir de négociation diminuer considérablement par rapport aux premières années d'après-guerre, sans que les offres de participation aux organismes de planification (intégration aux responsabilités de la gestion capitaliste) puissent représenter en quoi que ce soit une compensation.

D'un autre côté la restriction des possibilités de manœuvre des di-



Agip

rections syndicales à l'échelon national s'est accompagnée d'un élargissement des possibilités d'action des travailleurs au niveau des entreprises les plus développées.

En Grande-Bretagne comme en Allemagne occidentale (dans une moindre mesure en France), la part des prestations d'entreprise (primes et avantages divers) par rapport aux salaires légalement fixés n'a fait qu'augmenter au fil des années, et les travailleurs n'ont pas manqué de remarquer qu'ils pouvaient obtenir à ce niveau ce qu'on leur refusait à un autre. Il en est résulté un mouvement considérable de grèves sauvages dans les entreprises les plus prospères sous l'égide des « shop stewards », c'est-à-dire des délégués d'entreprise élus par les travailleurs eux-mêmes en dehors de toute ingérence syndicale.

Ce mouvement a naturellement des faiblesses assez nombreuses : éparpillement des actions, manque de solidarité d'une entreprise à l'autre, absence de perspectives politiques, mais il est indéniablement porteur de grandes virtualités en même temps que l'expression d'une extraordinaire résistance à l'exploitation capitaliste, qui met en danger la stabilité économique du régime, par son effet contagieux.

On est malheureusement obligé de constater que les syndicats se refusent à saisir l'immense force progressiste des « shop stewards » et de leur action. Ils composent avec eux dans les entreprises, mais

refusent tout soutien financier ou moral aux grèves les plus importantes qu'ils ont organisées (celle des dockers par exemple) et surtout répugnent à renouveler leurs propres structures pour intégrer démocratiquement cette vigoureuse poussée. Il est même certains dirigeants syndicaux pour se réjouir du projet Castle-Wilson dirigé en premier lieu contre les « shop stewards », sans se rendre compte qu'eux-mêmes sont aussi visés dans l'affaire.

L'idéal wilsonien dans ce domaine est non seulement d'exposer les « shop stewards » à une dure répression, mais aussi de discipliner les syndicats pour en faire de purs et simples agents du pouvoir chargés de discipliner la classe ouvrière. La dynamique salariale qui dérange les plans du capital doit être contrôlée du haut jusqu'en bas.

On voit par là que l'enjeu est d'importance. La politique de Wilson n'a absolument plus rien à voir avec le mouvement ouvrier ou la social-démocratie classique. Elle est ouvertement contre-révolutionnaire et c'est seulement en la combattant comme telle qu'elle pourra être battue définitivement, et non par les balbutiements d'une gauche travailliste démoralisée avant même d'avoir commencé le combat. Un compromis de dernière heure ne ferait effectivement que reculer l'échéance, sans que puisse être posé le problème d'une mobilisation générale des travailleurs contre le projet.



IVRES

La voix contre les colonels grecs

André Laude

Personne n'ignore les éminents services rendus à la littérature vivante du monde entier par Maurice Nadeau. Grâce à la collection *Le chemin de la vie* (Corréa), grâce encore à la revue *Les lettres nouvelles* nombre d'ouvrages essentiels de ce temps ont pu trouver l'audience qu'ils méritaient.

Intelligent, enthousiaste, militant, M. Nadeau n'a jamais renoncé à défendre un livre que les directeurs techniques et commerciaux auraient eu tendance à laisser dormir dans les tiroirs.

Les numéros spéciaux des « Lettres nouvelles » constituent une collection de trésors. Cuba, Québec, les beatniks, etc., autant de thèmes qui ont suscité des volumes à la riche matière, ouvertures sur l'inconnu. Aujourd'hui, paraît un numéro consacré aux « Ecrivains grecs d'aujourd'hui ». La Grèce martyre, meurtrie est assez proche de nos cœurs pour que nous ayions le souci d'écouter ceux qui confient à la feuille blanche son « chant profond ».

Structurée et introduit par Jacques Lacarrière, l'éminent connaisseur, cette anthologie nous permet de découvrir les courants majeurs qui animent actuellement la poésie et la prose écrites dans ce pays, mais aussi dans les terres froides de l'exil.

J. Lacarrière dresse clairement un historique des dernières décades et nous permet de saisir le mouvement qui conduit des intrusions faites par l'écrivain dans les zones du subconscient (surréaliste-psychanalyse), de la révolte moderniste aux créateurs d'aujourd'hui, confrontés au réel, à la politique, au devenir de la cité, l'écri-

vain grec, comme partout, cherche sa **voix** ou sa **voie** à travers les ténèbres, sollicité qu'il est par une tradition nationale, une spécificité de culture, et les tentations de la planète.

Les nouvelles générations, si elles ne renoncent pas à la mission de témoigner, d'enrichir sans cesse le dossier d'études de la réalité grecque, font la preuve pourtant d'une évolution de la sensibilité, d'un changement dans les rapports de l'individu-écrivain au monde. Vassili Vassilikos (*) est le plus célèbre de ces nouveaux créateurs chez nous. Mais il en est d'autres, inconnus, qui méritent d'être écoutés : Dimitri Collatos, Spyros Plascovitis, Georges Cheimonas, Dimitri Hadzis, Costas Taktsis, etc.

La poésie n'est pas oubliée avec Yannis Ritsos plusieurs fois édité à Paris, avec Odysseus Elytis, poète de grande stature dont *Axion esti*, hymne à la Grèce, épopee lyrique du martyre grec contemporain, mérirait assurément d'être traduit dans notre langue.

Cette nouvelle littérature a quelque chose de réconfortant. Elle nous enseigne que la recherche formaliste ne tue pas forcément la **voix humaine**. C'est une littérature qui vise tout autant l'intellect que le cœur, le sexe, le sang. Elle n'ajoute pas à la nuit du temps la nuit du verbe. Pour l'écrivain grec, la parole est une « arme miraculeuse » tendue à l'individu pour qu'il brise les barreaux des multiples prisons au fond desquelles il cherche à capter le rayon de lumière vitale. □

• N° mars-avril 69, 290 p. Prix : 12 F illustrations.

elle-même, des textes qui furent publiés à Prague-même entre le 21 et le 27 août, les éditions Anthropos (1) ont fait une œuvre plus qu'utile.

Nous avons là un ouvrage de référence, indispensable à tous ceux qui estiment que les événements de Prague, constituent une des ba-

tailles historiques pour le socialisme des plus importantes que le monde ouvrier international ait connues depuis la révolution de 1917.

Ici la matière nous est donnée telle qu'elle s'est produite, sans les filtres de l'interprétation, ou les « *a priori* ». C'est donc un ouvrage décisif, que tous nos lecteurs se doivent de posséder.

« Prague depuis janvier, souligne le préfacier Robert Mandrou, était devenue cette ville capitale dans laquelle s'élaboraient les coordonnées d'un système où socialisme et liberté pouvaient coïncider. Tel était l'enjeu. Telle était l'espérance. »

Les textes ici rassemblés, montrent en même temps, que quelles que soient les péripéties ultérieures le degré de conscience de la classe ouvrière et des intellectuels tchèques et slovaques est trop mûr pour que la retombée soit définitive. Tout nous dit que le combat reprendra et triomphera à Prague. □

(1) En vente à la librairie « T.S. », 36 F.

La quatrième Internationale

J. M. Vincent

Le livre de Pierre Frank (1) malheureusement ressortit au genre de l'apologétique. Ceux qui y chercheraient une réflexion nourrie sur l'histoire du trotskisme seront déçus. Aucun des tournants tactiques, aucune des grandes discussions stratégiques qui ont secoué ce mouvement international n'est éclairé dans une perspective critique. La Quatrième Internationale a dû se définir par rapport au communisme de la III^e sous ses différentes variations ; politique du social-fascisme, politique des fronts populaires, pacte germano-soviétique, fronts nationaux de la résistance, guerre froide, début de la « déstalinisation », conflit sino-soviétique. A chaque fois il s'agissait de questions de très grande importance entraînant beaucoup de conséquences pour l'ensemble du mouvement ouvrier international.

Chez Pierre Frank tout cela devient anecdotique, contingent, sans lien logique, un peu comme les péripéties d'un roman picaresque sans verve. Pourquoi une crise plutôt qu'une autre dans les organisations se réclamant de la Quatrième Internationale, pourquoi ces débats à tel ou tel moment plutôt qu'à tel autre ?

L'ensemble qui ne nous épargne pratiquement aucune date de crise ou de scission reste kaleidoscopique. Par contre les grandes discussions sur l'« entrisme » dans le P.C.F., ou dans la social-démocratie sont esquivées et souvent liquidées en quelques lignes. Il reste encore à écrire un livre sérieux sur la Quatrième Internationale.

(1) Aux Éditions Maspéro.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

développe les thèmes d'action du courant socialiste.

tribune
socialiste

est présent dans la campagne présidentielle

DIFFUSEURS :
passez vos commandes supplémentaires
les lundis
SUF. 19-20

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F
	C.C.P. 58 26 65

Les sept jours de Prague

Christian Guerche

Rien assurément ne vaut le contact avec les textes authentiques, pour une approche scientifique, d'événements aussi complexes et aussi passionnantes que ceux qui se déroulèrent en Tchécoslovaquie de janvier à août 1968.

En publiant un montage, complet, scrupuleux, haletants comme la vie



Du pain et des jeux

Dominique Nores

Le gouvernement fédéral des U.S.A. n'a pas besoin de distribuer le pain et les jeux. L'économie américaine s'en charge, elle qui a inventé le cinéma permanent et qui, chaque matin, évacue, loin des beaux quartiers de New York, le contenu des poubelles les plus prestigieuses du monde. Peter Schumann, qui est l'inventeur directeur du *Bread and Puppet* de New York, ne s'en cache pas. C'est dans ces poubelles, que, la nuit venue, ses collaborateurs et lui, trouvent les résidus avec lesquels ils fabriquent et habillent tout l'appareil de leur spectacle, masques et marionnettes géantes mais aussi le jeu entre eux des matériaux bruts, lanières de feutre, coton teint ou non et la fulgurance du métal.

La contrepartie devrait être que, distraits et gavés, les Américains, prennent peu de part à une politique que leurs élus mènent tout seuls, même s'il s'agit d'une politique d'oppression des autres peuples. Mais ici Peter Schumann intervient : homme de l'extérieur, il introduit dans le système américain ce regard qui risque de le faire voler en éclats. Peter Schumann est un Allemand de trente-quatre ans qui, venu aux Etats-Unis, a choisi de déchirer son billet de retour. Il ne se passait rien, selon lui, dans l'Allemagne qu'il quittait. Aux Etats-Unis au contraire, installant ses ateliers dans le quartier le plus pauvre de New York, il a le sentiment d'être tout près d'une réalité vivante du monde. En Allemagne, Peter Schumann était sculpteur. Dans ses ateliers de Harlem, des artistes qu'il a regroupés travaillent et vendent le produit de leur travail. Le spectacle qu'ils proposent se veut au contraire gratuit, parce qu'il est un acte politique, portant au jour une intention et lui donnant une puissance de choc dans la vie réelle.

Ses frais sont d'ailleurs nuls. Pas de souci d'interprètes. La troupe, nombreuse, est constamment ouverte à tous ceux qui veulent y venir, tous les

habitants d'Harlem, noirs ou blancs, adultes ou enfants. A chacun de trouver pour le temps dont il dispose, l'emploi qui lui convient : habiter les marionnettes géantes — il faut trois manipulateurs — s'exercer à un instrument de musique ou pétrir la glaise. Aucun souci non plus de lieu où jouer : le *Bread and Puppet* s'est constitué pour jouer dans la rue. Ses marionnettes géantes ont pour première fonction d'arrêter les passants dans leur marche, de les obliger à regarder et à entendre, mais le lieu de jeu peut être une église, un hangar, n'importe quel local désaffecté. Aussi les collectes, quand les acteurs en font, ne sont jamais des participations aux frais. Face à la police de l'Etat de New York, elles affichent leurs intentions : aider, par exemple, les déserteurs de la guerre du Vietnam.

Pour Peter Schumann, l'homme a autant besoin de théâtre qu'il a besoin de pain. Reste à savoir ce qu'on entend par théâtre. Le sien n'est ni un théâtre d'illusion détournant le spectateur des problèmes qui naissent des conditions réelles de sa vie, ni un théâtre de dévoilement raisonné des antagonismes sociaux. Fondé sur le pouvoir de choc de formes que des artistes ont conçues et construites, il cherche à imposer la reconnaissance des quelques valeurs simples qui sous-tendent le mouvement authentique de la vie. Ces valeurs simples sont constamment agressées aux U.S.A. par la réalité de la guerre du Vietnam. C'est pourquoi presque toutes les pièces jouées transcrivent ses moments en images ex-scéniques manifestes. Le grand oiseau qui plane — un avion aussi bien — est symbole de mort. Quand il quitte le Vietnam bombardé pour se plaquer sur l'immense marionnette qui figure le Christ présent à la Cène et, visiblement, devient l'instrument de sa crucifixion, les deux symboles, celui de la nourriture partagée et de la torture infligée, celui de l'égalité voulue et de la puissance de l'homme sur l'homme, sont là, ensemble.

Mais pour atteindre à cette simplicité, il faut une équipe de jeu exercée à ce qu'on attend d'elle : à ceux qui, à Nancy, lui demandaient s'ils pouvaient venir jouer avec lui et se mêler à ses interprètes, Schumann répondait : « Volontiers, à condition que vous veniez d'abord travailler trois mois avec nous ». Lui-même qui garde un souvenir ébloui du « Kasper » de son enfance (le Guignol allemand) dont chaque manipulateur devait pouvoir faire entendre douze voix, animer sept marionnettes, modifier l'éclairage et introduire à point nommé un dragon ou un

diabol, a étudié de près les marionnettes siciliennes et le Bunraku, grand théâtre d'animation japonais, dont nous avons vu des représentations l'an dernier au théâtre des Nations. Mais, alors que Sicile et Japon proposent des formes mortes, l'art s'étant depuis des siècles figé dans un rituel, Schumann en tire un art vivant. Il est passionnant d'observer la façon dont ses spectacles qui se donnent pour artisanaux fonctionnent en fait — et combien savamment — sur trois plans, celui de la marionnette géante qui indique (on reconnaît le Christ, le Guerrier...) ce-

lui des manipulateurs qui, se déplaçant visiblement, assurent tout le mouvement du spectacle (lumière et son, compris) et celui des acteurs qui, si sobrement que ce soit, dramatisent. Ici on meurt sans gestes inutiles en se recroquevillant.

Après Nancy, le Théâtre de la Cité Universitaire accueille le *Bread and Puppet* pour six jours (du 12 au 17). Une bonne note pour nous. En avril 1968, Peter Schumann avait refusé de venir. Paris lui semblait une ville « trop tranquille » où ses spectacles de contestation n'auraient pas eu de sens.

La comédie du pouvoir

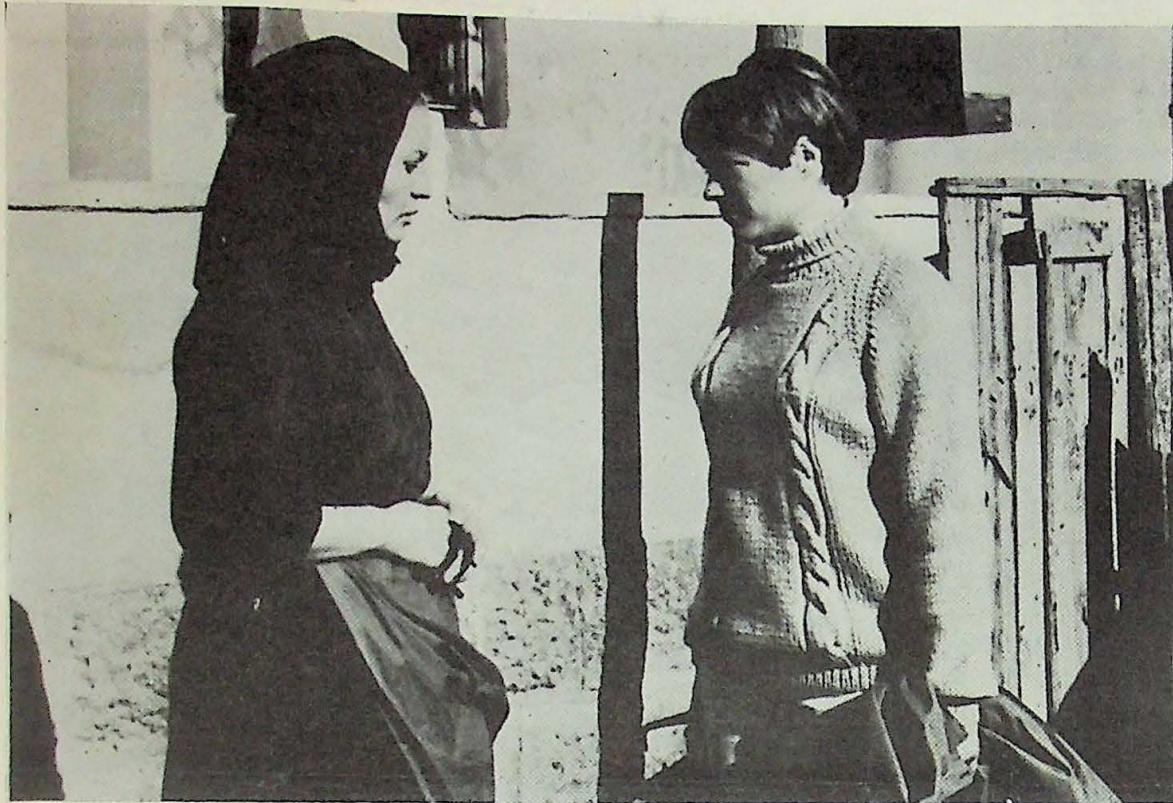


On peut voir dans les principales villes de l'Est la même version française des *Anabaptistes* de Dürrenmatt qu'à Genève, mais dans une mise en scène d'André Steiger, qui s'efforce de coller à l'écriture de l'œuvre. On sent que les moindres réparties de l'auteur ont été pesées et si la pièce, néanmoins, ne dégage pas une leçon claire, ce n'est pas la faute du metteur en scène.

Pour lui, Bockelson, le liquideur de la révolution et celui qui, finalement, remettra la ville de Münster sous l'autorité de ses maîtres Empereur et Evêque, est d'autant plus sûr du pouvoir qu'il exerce momentanément qu'il y croit moins et qu'il se regarde l'exercer.

La pièce est jouée de façon excellente par l'équipe homogène du Théâtre National de Strasbourg. L'importance de leur rôle dans l'action distingue Paul Bru (notre photo) qui rend entraînante l'autorité jouée de Bockelson ; André Pomaré qui dessine avec force les traits glacés de l'Evêque ; Jacques Born, un inquiétant Cardinal.

La pièce dispose aussi d'un décor de René Allio, remarquable par la beauté des formes et de la matière, et dont l'efficacité a permis de donner au spectacle un rythme très sûr.



La Honte

Jean-Paul Fargier

Spectateurs du dernier film de Bergman vous ne pourrez pas faire abstraction de l'idée de guerre que vous avez, car devant celle que « la Honte » illustre, la vôtre jouera automatiquement soit pour rejeter le film soit pour se l'approprier, puisque c'est à ces deux réactions fondamentales que toujours aboutit une fréquentation conséquente des œuvres.

De la guerre, en effet, deux idées, complémentaires, peuvent se concevoir. L'une forgée dans l'expérience pratique des camps de prisonniers, des champs de bataille, des pays occupés, rationnés, etc. Idée subjective conforme à ce qu'est pour l'individu la réalité d'une vie en temps de guerre. L'autre élaborée dans le champ théorique ouvert par le matérialisme historique, rendant compte par conséquent de la matérialité objective de la guerre : un conflit violent né de contradictions économiques.

Une vue réelle de la réalité « guerre » doit tenir ensemble

ces deux bouts. Sinon on opère une mystification. Dès qu'on s'appesantit par exemple sur les malheurs des individus on contribue à perpétuer le sentiment « tragique » de la guerre, on renforce la fatalité que l'idéalisme bourgeois (tout comme les antiques avec le dieu Mars) substitue au jeu des contradictions économiques et politiques. Cette explication « théologique », non scientifique, pré-dialectique de la guerre ne peut que servir les intérêts de la classe dominante qui est à l'origine de cette idée idéaliste. A cette idéologie se rattache la mythologie du roman et du film de guerre (un film sur quatre est un film sur la guerre). La conclusion de telles œuvres est toujours réductible à un blâme adressé à la « folie » de l'homme ou à une exhortation à un sursaut de « sagesse ».

Cet humanisme idéaliste, on le retrouve dans « la Honte ». Bergman ne délaisse pas

le schéma habituel du film sur la guerre, il le dépouille seulement de sa grandiloquence et le dote d'un certain vernis froid. Il propose une sorte de « modèle ». Il prend un couple heureux auquel le mécanisme du film nous fait nous identifier et il lui fait arriver, soudain, tous les malheurs du monde. Par ce moyen il entend nous inspirer une profonde horreur pour la guerre. Il y parvient dans la mesure où le spectateur ressent quasi physiquement les dégradations physiques et morales auxquelles la guerre entraîne. « Ah ! quelle connerie la guerre ! » répète pour la nième fois de sa vie le spectateur à la sortie du spectacle. Mais ce faisant il n'a pas avancé d'un pas dans la prise de conscience de la réalité économique de la guerre.

C'est dire que Bergman, en dépit de ses intentions, ne fait rien pour sortir les gens de l'obscurantisme dans lequel les plonge le cinéma. □

A écouter

Carl Lœvre - Ballades. Il naquit un an avant Schubert à l'extrême fin du dix-huitième siècle. Il subit très largement son influence dans le domaine de la musique vocale et notamment dans celui de la ballade qui s'efforce de réconcilier la poésie populaire et la musique savante. Les ballades de Lœvre sont faciles, elles se modèlent sur les vieilles complaintes allemandes. Fischer Dieskau est sans doute le seul chanteur à pouvoir donner à cette musique mineure, une telle intensité dramatique. (Deutsche Gramophon 1 x 30 cm).

J.S. Bach - Quodlibet, canons, lieder, etc. C'est un Bach sans perruque qui nous est ici offert. A l'écart des cours et des temples, occupé à distraire ou à édifier sa famille et ses proches. Ce disque contient un bel échantillonnage de ce Bach familier qui me touche plus que l'autre. Là il retrouve tout naturellement son assise populaire et s'il exprime sa foi avec la plus grande simplicité il ne dédaigne pas de dire sa tendresse pour son épouse ou de se livrer avec un humour robuste à quelque bonne plaisanterie musicale. Interprétation irréprochable. (Pathé Marconi - Télfunk 1 x 30 cm).

Rossini - Six sonates pour orchestre à cordes. L'auteur du Barbier de Séville fut aussi un enfant prodige puisqu'il écrivit ces sonates en 1804 à l'âge de 12 ans, alors que sa culture musicale était des plus rudi-

mentaires. Une fraîche spontanéité s'y combine au sens intuitif de l'efficacité musicale. On y pressent l'humour, la vivacité et la volupté mélodique qui caractérisent les compositions de la maturité. On apprécie enfin, dans l'usage étonnant qu'il fait de la contrebasse, la proximité de ces orchestres de foire où son père gagnait péniblement sa vie.

L'interprétation de l'ensemble I solisti Veneti est un modèle de verve et de fougue. (Erato 2 x 30 cm).

Jean François Tapray - Symphonie concertante pour violon, clavecin, pianoforte et orchestre. Tapray venait d'avoir 30 ans lorsque le piano fut utilisé pour la première fois en France. Cet organiste, aujourd'hui oublié, sera un des tout premiers à composer pour le piano qui détrônera sans peine le clavecin trop grêle et impuissant à exprimer les sentiments préromantiques qui se manifestent dans la seconde partie du dix-huitième siècle. La confrontation des timbres des instruments à clavier est révélatrice de la supériorité naissante du piano. Le clavecin disparaît presque dans le mouvement lent qui devient une belle et simple sonate pour violon d'allure mozartienne. Ce disque qui comprend en outre une symphonie pour clavecin et un concerto pour orgue est fort bien interprété par l'orchestre de chambre Gérard Cartigny. (Charlin 1 x 30 cm).

Pour comprendre l'importance de la campagne présidentielle

lisez
le P.S.U.
et l'avenir socialiste de la France

par

Michel Rocard

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"
 54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e
 C.C.P. 58 26 65 - Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes

Impérialisme et épilepsie

Michel Breton

Les crises du système monétaire international, permanentes depuis déjà 10 ans, se sont faites plus fréquentes et plus frénétiques, au cours des deux dernières années.

Après les accès de novembre 1967 (dévaluation de la livre sterling), de mars 1968 (crise du dollar), de novembre 1968 (crise du franc), le dernier spasme vient de secouer l'équilibre du système tout entier, la vague de spéculation déferlant de New York, Londres, Paris, la Hollande, la Belgique, le Danemark vers Bonn.

En dix jours environ, les entrées de devises étrangères en Allemagne en vue de leur échange contre du mark, monnaie forte du moment, se sont élevées à trois milliards de dollars soit 15 milliards de francs (1,5 milliard de dollars pour le seul vendredi 9 mai !) ; les marchés ont dû fermer faute de marks à vendre. Ce spectacle serait dérisoire s'il n'était celui d'un monde d'exploitation et d'incohérence.

Une contradiction fondamentale

Il traduit une nouvelle fois la contradiction fondamentale qui est à la base du système monétaire imposé à son profit par l'impérialisme américain en 1944. Ce système est en effet fondé sur le caractère de monnaie de réserve qui a été conféré au dollar, devenu l'égal de l'or. Il a longtemps permis aux U.S.A. de régler en dollars le déficit de leur balance des paiements, lié au développement des dépenses militaires (Vietnam) et aux investissements de capitaux à l'étranger. La permanence de ce déficit et le refus nouveau de certains pays européens, comme la France gaulliste, d'accepter éternellement le dollar comme moyen de paiement ont ébranlé la confiance dans le dollar.

Les bruits alarmistes sur une éventuelle dévaluation du dollar, puis, sur un rajustement général de la valeur des monnaies occidentales, ont donné naissance à une spéculation permanente, fondée sur l'appréciation subjective de la solidité des différentes devises, et facilitée par l'absence de contrôle des mouvements de capitaux tant par les Etats-Unis que par les banques centrales européennes. Cette spéculation porte sur une masse crois-

sante de capitaux dits « flottants », qui atteint aujourd'hui près de 25 milliards de dollars (deux fois et demie les réserves américaines en or). Il suffit que 10 % de cette masse soit sensible à une crainte quelconque pour que l'équivalent des réserves d'un pays comme la France se déplace en quelques jours vers un autre pays mettant en péril le système économique tout entier.

Fragilité des structures

Les événements de la semaine dernière appellent en outre quelques remarques d'un autre ordre :

— Jamais en effet l'influence des facteurs psychologiques irrationnels n'a paru aussi grande : une déclaration, un faux bruit, une gaffe quelconque et voilà le monde atlantique aux abois. Comment peut-on prétendre encore que le capitalisme est un système où les décisions économiques sont prises essentiellement à l'échelon national.

— Jamais non plus la contradiction des ambitions diplomatiques et des calculs électoralistes n'est apparue plus flagrante.

— Contradiction entre la volonté de puissance qui grise le pays « à monnaie forte » (la France avant mai 1968, l'Allemagne depuis) et les impératifs du réalisme politique qui lui font entrevoir « jusqu'où il ne faut pas aller trop loin », et à partir de quel moment il est contraint de rendre à Nixon ce qui est à Nixon, par l'intermédiaire de ce qu'on appelle pudiquement le « recyclage des capitaux » (le pays à monnaie forte renvoie au pays menacé, les capitaux spéculatifs qu'il abrite, afin de permettre au pays victime des fuites de monnaie de payer ses dettes et d'enrayer la spéculation).

— Contradiction entre ambition diplomatique et politique intérieure : Kiesinger, maître du système monétaire international, sait pourtant qu'il ne peut réévaluer le mark sans aliéner à la démocratie intérieure les voix des agriculteurs allemands...

— Jamais enfin la fragilité des structures capitalistes n'aura été aussi claire : que se déchire le voile d'une fallacieuse prospérité, que bougent les travailleurs exaspérés par l'exploitation et le conservatisme et c'en est fini de l'apparent éclat d'une monnaie de singe, et c'est mai 1968 ; qu'éclate à nou-

veau quelque conflit local, quelque affrontement des Grands, quelque guerre froide (Berlin, Prague) et c'en sera vite privé de la fascination qu'exerce le mark sur les capitalistes.

Les candidats de l'immobilisme

Mais pour les travailleurs, seules comptent finalement les conséquences profondes de cette lamentable pitrerie. Et ces conséquences risquent fort d'être dures. La logique du système capitaliste est telle en effet que pour tenter de résoudre la crise, les gouvernements sont tous tentés, ou l'ont déjà été, de mener une politique de déflation qui permette, en bloquant l'expansion intérieure, de développer les exportations, de rétablir la confiance dans les devises nationales, bref de faire une « stabilisation » qui frapperà comme d'habitude consommateurs et salariés.

Tel est le sens de la politique américaine (hausse des taux d'intérêts, restrictions monétaires, surtaxe de 10 %), de la politique anglaise (hausse du taux de l'estime, restrictions budgétaires), française (restrictions budgétaires, hausse des taux d'intérêts, encadrement du crédit), belge, hollandaise, danoise, etc. Le risque est donc très sérieux aujourd'hui de voir se cumuler les effets de politiques nationales de déflation conduisant à une grave récession mondiale.

Dans ce climat de foire d'empoigne, l'économie française est en position plus difficile que jamais : dix ans d'immobilisme et de théâtralisation n'ont pas permis que se constitue, au moyen d'une politique industrielle dynamique, l'appareil de production qui permettrait de résister. Le gouvernement, demain, quel qu'il soit devra assumer une responsabilité très pesante. C'est mensonge que dire le contraire, ou lâcheté de ne vouloir l'admettre.

Il est à craindre que sur ce problème Pompidou comme Poher ne soient d'accord à la fois (pour masquer l'ampleur de la crise et tenter de la résoudre en reconnaissant la suprématie du dollar) et n'acceptent que l'impérialisme américain assure la stabilisation du système monétaire international. □

